

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Session annuelle
du Conseil d'administration**

Rome, 27 - 29 mai 1997

ACTIVITÉS DE SECOURS D'URGENCE DU PAM EN 1996

**Point 3 b) de l'ordre du
jour**



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.A/97/3-B

30 avril 1997

ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT DU DIRECTEUR EXÉCUTIF

Le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à apporter leur exemplaire personnel en séance et à ne pas demander d'exemplaires supplémentaires.

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Conformément aux décisions relatives aux méthodes de travail prises par le Conseil d'administration à sa première session ordinaire de 1996, le Secrétariat s'est efforcé de préparer à l'intention du Conseil une documentation concise et orientée vers la décision. Les réunions du Conseil d'administration seront conduites avec efficacité, dans le cadre d'un dialogue et d'échanges de vues plus larges entre les délégations et le Secrétariat. Le Secrétariat poursuivra ses efforts afin de promouvoir ces principes directeurs.

Le Secrétariat invite par conséquent les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le(s) fonctionnaire(s) du PAM mentionné(s) ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil. Cette procédure vise à faciliter l'examen du document en plénière par le Conseil.

Les fonctionnaires du PAM chargés du présent document sont les suivants:

Directeur, ODP: P. Arès tel.: 5228-2501

Fonctionnaire chargé du programme: D. Hicks tel.: 5228-2812

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le commis aux documents et aux réunions (tél.: 5228-2641).



TABLE DES MATIÈRES

	<u>Pages</u>
APERÇU GÉNÉRAL	4
OPÉRATIONS DE SECOURS RÉALISÉES PAR LE PAM EN 1996	7
Préparation et planification d'urgence	7
Entretenir la vie	10
Rapatriement	12
Relèvement	13
Atténuation des effets des catastrophes	15
Opérations spéciales	17
Problématique hommes-femmes	18
Achats	20
Coordination	21
RESSOURCES	22
Allocation des ressources	22
Réserve alimentaire internationale d'urgence (RAIU)	23
Compte d'intervention immédiate (CII)	24
Interventions prolongées de secours (IPS)	24
Opérations spéciales (OS)	25
LIVRAISONS DU PAM POUR DES OPÉRATIONS D'URGENCE EN 1996	26
LIVRAISONS DU PAM POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS, 1996	40
ANNEXE I	50
ANNEXE II	55
ANNEXE III	59



APERÇU GENERAL

1. Le PAM est devenu le principal organisme international de distribution d'aide alimentaire aux réfugiés et aux personnes déplacées dans leur propre pays en période d'urgence. En 1996, période pendant laquelle le PAM a fourni des secours d'urgence à 24,6 millions de personnes dans 42 pays, les secours alimentaires ont absorbé plus de 70 pour cent des ressources du Programme.
2. La proportion des secours d'urgence du PAM qui est allée aux victimes de conflits, en immense majorité des femmes et des enfants, a représenté neuf tonnes de produits sur dix. Sur les 57 opérations de secours appuyées par le PAM en 1996, six opérations de grande envergure, organisées pour atténuer les effets des conflits dans la région des Grands Lacs africains, au Libéria et en Sierra Leone, en Angola, en Afghanistan, en Iraq et dans l'ex-Yougoslavie, ont représenté près des deux tiers du total des secours alimentaires distribués par le PAM pendant l'année.¹
3. La sécheresse et des catastrophes naturelles imprévues (inondations, ouragans, etc.) ont été à l'origine d'un peu plus de 10 pour cent des secours alimentaires fournis. En 1996, l'Ethiopie, le Laos et la République démocratique populaire de Corée ont été sinistrés par des catastrophes naturelles et les pays d'Afrique australe ont reçu des secours du PAM à la suite de la sécheresse qui avait sévi dans la région en 1995.
4. En 1996, la majeure partie des activités de secours du PAM ont été concentrées en Afrique subsaharienne, qui a reçu 56 pour cent du total des secours alimentaires distribués pendant l'année. La région des Grands Lacs africains et l'ex-Yougoslavie ont été pendant l'année les deux plus importants bénéficiaires des secours alimentaires (18 pour cent du total pour la région des Grands Lacs africains et 16 pour cent pour l'ex-Yougoslavie), suivis par le Libéria (9 pour cent), l'Angola (sept pour cent), l'Afghanistan (sept pour cent), l'Iraq (six pour cent), l'Ethiopie (cinq pour cent) et la République démocratique populaire de Corée (quatre pour cent).
5. La plupart des opérations de secours organisées en 1996 l'ont été dans des pays qui bénéficiaient déjà de l'aide du PAM. La seule exception est celle de la République démocratique populaire de Corée, où une assistance a été fournie aux victimes des inondations et du manque de vivres.
6. L'aide alimentaire représente actuellement le principal élément des appels unifiés des Nations Unies lancés par le Département des affaires humanitaires pour faire face à des situations d'urgence complexes. En 1996, les besoins du PAM ont représenté 40 pour cent du total des ressources demandées dans les appels lancés par le Département.
7. La disponibilité globale de secours alimentaires a atteint 82 pour cent des besoins en 1996. Le nouveau système de planification des ressources introduit en 1996 a accru la confiance des donateurs en améliorant la transparence des opérations et en renforçant les mécanismes d'obligation redditionnelle.

¹ Dans l'ensemble du présent rapport, toutes les références au volume et à la valeur des secours alimentaires visent les quantités de produits effectivement livrées pour des opérations du PAM en cours en 1996.



8. Le nouveau système de planification des ressources du PAM permet également aux donateurs de mieux orienter leurs ressources vers des opérations spécifiques. Presque toutes les ressources fournies pour les opérations d'urgence ont été affectées à des fins spécifiques et, dans le cas des interventions prolongées de secours, cette proportion a été de la moitié. De ce fait, les ressources ont été très insuffisantes pendant l'année dans le cas de certaines opérations de secours, particulièrement en Iran et en Iraq, tandis que, pour d'autres, des ressources et des stocks substantiels reportés de 1996 ont pu être distribués en 1997.
9. Plusieurs des opérations de secours existantes ont été secouées par des renversements soudains de circonstances qui ont exigé une réaction rapide du PAM et parfois un infléchissement marqué de la stratégie du Programme.
10. En avril/mai, la recrudescence soudaine des combats au Libéria a totalement privé de validité les stratégies de démobilisation et de réinstallation élaborées en 1995. Dans une nouvelle stratégie conjointe élaborée en juin, le PAM, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les organisations non gouvernementales (ONG) intéressées et les principaux donateurs ont mis en relief la nécessité de cibler rigoureusement l'assistance sur les groupes véritablement vulnérables en limitant les activités aux programmes de survie et en réduisant au plus strict minimum le volume des stocks de vivres et du matériel conservés dans le pays de manière à réduire les risques de pillage par des groupes armés. Ce n'est que vers la fin de l'année que la situation s'est suffisamment stabilisée pour que certaines activités prudentes de relèvement puissent être reprises. En novembre 1996, le PAM a appuyé les efforts appuyés par la communauté internationale pour aider les membres des différentes factions, y compris les enfants-soldats, à reprendre une vie civile.
11. La chute de Kaboul, tombée aux mains des Taliban en septembre, et l'interdiction qui a ensuite été faite aux femmes de quitter le foyer, ont entravé les activités de relèvement du PAM en Afghanistan, qui sont pour la plupart orientées vers les femmes et les enfants. De ce fait, le PAM a dû élaborer une nouvelle stratégie d'assistance à l'Afghanistan, qui est axée principalement sur les secours humanitaires ciblés.
12. Les activités de secours d'une importance vitale menées par le PAM au Burundi à l'intention des personnes déplacées dans le pays et des réfugiés rwandais ont été sérieusement entravé lorsque l'Ethiopie, le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda et le Zaïre, appuyés par plusieurs pays d'Afrique, ont imposé un embargo économique au Burundi à la suite du coup d'Etat qui avait eu lieu en juillet dans le pays. Cet embargo a affecté l'importation de vivres et de secours humanitaires ainsi que de carburant et, de ce fait, le PAM a été forcé pendant plusieurs mois de limiter sérieusement ses opérations au Burundi jusqu'à ce qu'il puisse, en collaboration avec le Département des affaires humanitaires, obtenir que l'embargo soit en partie levé. Ne pouvant utiliser que les stocks qui se trouvaient déjà dans le pays, le PAM n'a pu que s'efforcer de satisfaire les besoins les plus pressants.
13. Les plans de secours qui avaient été préparés et les différentes mesures de réaction rapide qui avaient été introduits par le PAM ont apporté une preuve éclatante de leur utilité lorsque la crise a éclaté dans l'est du Zaïre vers la fin de l'année. Les ressources allouées à cette opération ayant été programmées sur une base régionale, le PAM a pu allouer librement les contributions fournies par les donateurs à n'importe quel pays de la région des Grands Lacs africains. Ainsi, il a été possible de faire face rapidement aux déplacements massifs de populations à travers les frontières, particulièrement lorsque des centaines de milliers de réfugiés au Zaïre puis en Tanzanie ont commencé à revenir à Rwanda.



14. Les opérations spéciales ont, en 1996, également représenté un aspect capital de l'ensemble des interventions organisées par le PAM pour faire face aux situations d'urgence. En mettant en place ou en améliorant l'infrastructure de base, les opérations d'urgence constituent également un support pour les programmes de relèvement et les programmes visant à promouvoir le développement futur.
15. Afin d'accroître les capacités d'organisation des activités dans l'est du Zaïre et au Burundi et de réduire les coûts, le PAM a fourni une assistance pour améliorer les opérations des chemins de fer tanzaniens et a accru la capacité de transport sur le lac Tanganyika en affrétant des péniches et en remettant en état l'infrastructure et le personnel portuaires.
16. Lorsque la crise a éclaté dans l'est du Zaïre en novembre, le PAM a pris l'initiative d'organiser à Kampala, avant de le déplacer à Entebbe, le Centre conjoint de logistique des Nations Unies. Le Centre fonctionne avec la pleine participation du PAM, en tant qu'organisme de chef de file, du HCR, du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du Département des affaires humanitaires (DAH) et de plusieurs ONG.
17. Le personnel du PAM participant à la distribution des secours humanitaires a été exposé à des dangers de plus en plus grands. En Angola, Jorge Leitao, responsable d'une base du PAM, a été tué alors qu'il était en mission pour coordonner le retour dans leurs familles des enfants-soldats. Les quartiers du personnel du PAM au Burundi, au Rwanda et au Zaïre ont également essuyé plusieurs attaques pendant l'année. Un fonctionnaire du PAM est mort en service, avec plusieurs centaines de personnes, lorsque le transbordeur Bukobu a chaviré dans le lac Victoria.
18. Dans plusieurs pays, la dégradation de la situation de la sécurité intérieure a sérieusement entravé les efforts déployés par le PAM pour distribuer les secours, et des efforts particuliers ont dû être entrepris pour protéger le personnel du PAM et assurer la continuité de ses opérations. L'insécurité a également conduit à évacuer le personnel du PAM et d'autres organismes de secours des camps de réfugiés de l'est du Zaïre.
19. En Angola, où les déplacements par la route sont souvent rendus dangereux par les mines non déblayées et par l'insécurité, le PAM a coordonné l'organisation de services extrêmement utiles et efficaces de transport par air de passagers et d'articles non alimentaires pour le compte d'autres organismes des Nations Unies et d'ONG.
20. Dès le début de la dernière vague de troubles civils au Libéria en avril/mai 1996, lorsque toutes les routes aériennes et terrestres viables menant à la capitale, Monrovia, ont été coupées, le PAM a poursuivi ses opérations d'urgence et ses activités de coordination sans interruption. Cela n'a été possible que parce que le PAM a affrété un certain nombre de navires et a mis sur pied à peu de frais un pont maritime extrêmement efficace qui a permis à la fois de transporter les cargaisons le long de la côte et de mener des opérations de sauvetage. Le PAM a également affrété un navire d'approvisionnement spécialement conçu et équipé de bureaux et d'installations de transmission qui est resté ancré au large du port de Monrovia pour permettre à la communauté internationale d'être évacuée en lieu sûr en cas de besoin. Les coûts de cette opération ont, dans un premier temps, été partagés par le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU, avec d'autres organismes des Nations Unies et organisations de secours.
21. Au Burundi, le PAM a affrété un aéronef pour faciliter le suivi des activités de secours et pour évacuer si besoin était le personnel des organismes internationaux de secours. Cet appareil transporte chaque jour les agents de plus de 40 organismes de secours différents, leur permettant ainsi de continuer à fournir une aide humanitaire.



OPERATIONS DE SECOURS REALISEES PAR LE PAM EN 1996

Préparation et planification d'urgence

22. Une opération de secours ne peut réussir que si les vivres appropriés sont livrés aux personnes appropriées au moment approprié. Les activités de secours menées par le PAM en 1996 ont été marquées par de nouvelles initiatives visant à renforcer encore plus les capacités d'intervention du Programme. Ces initiatives ont porté notamment sur l'organisation d'équipes d'intervention rapide du PAM, la mise en place de dispositifs de veille avec différents donateurs et ONG, l'organisation des stocks logistiques stratégiques pour l'Afrique (SLSA), les dispositions prises en vue de l'utilisation du matériel d'organismes associés des Nations Unies (comme le HCR, le DAH et l'UNICEF) et la mise en place préalable de stocks de vivres dans les entrepôts du DAH, à Pise (Italie). Les dispositions prises par le PAM pour faciliter des interventions en cas d'urgence ont apporté la preuve de leur utilité lorsque la crise a éclaté dans l'est du Zaïre au mois de novembre.
23. Les membres de l'équipe d'intervention rapide du PAM constituée en 1993 ont été déployés pour faire face aux situations d'urgence qui ont surgi dans les régions des Grands Lacs africains et au Libéria, au Soudan, en Somalie et en République démocratique populaire de Corée en 1996. Ils ont notamment été appelés à apporter un appui technique aux bureaux de pays du PAM confrontés à des crises soudaines, à organiser de nouvelles opérations d'urgence dans les pays où le PAM n'était pas représenté et à aider à gérer les interventions de secours d'urgence. Lorsqu'ils n'ont pas été déployés pour faire face à de telles situations, les membres de l'équipe se sont occupés d'activités de préparation et de planification d'urgence au sein des unités ou des bureaux de pays auxquels ils étaient affectés.
24. En 1996, il a été conclu des mémorandums d'accord avec le Secours suisse, le Conseil norvégien pour les réfugiés et le Conseil danois pour les réfugiés afin de mettre en place des arrangements permettant, en cas de besoin, de mettre des services techniques, du matériel et des enveloppes de services à la disposition du PAM rapidement. Des dispositions semblables ont été prises avec d'autres organisations, y compris l'Agence suédoise de secours, l'Overseas Development Administration (ODA) du Royaume-Uni et le Gouvernement néerlandais. En outre, le Gouvernement danois a établi un fonds afin de financer le déploiement d'experts techniques danois.
25. Les Stocks logistiques stratégiques pour l'Afrique (SLSA) ont été établis par le PAM en 1993 à Nairobi. Ils contiennent du matériel usuel et des articles essentiels à l'organisation d'opérations d'urgence, l'idée étant d'éviter les retards qu'entraîne souvent l'application des procédures d'achat standards. Le matériel et les fournitures en stocks sont notamment des tentes d'entreposage, des bâches, des palets, du matériel de manutention, des groupes électrogènes, du matériel individuel de protection et d'autres types de matériels spécialisés. S'il a été décidé d'établir ces stocks à Nairobi, c'est en raison des moyens administratifs dont dispose le bureau régional du PAM et de la facilité relative des transports et des communications avec les régions de l'Afrique de l'Est où les situations d'urgence sont chroniques.
26. Les SLSA ont été précieux lorsque le PAM a dû organiser ses opérations dans la région des Grands Lacs africains et au Libéria en 1996. Grâce à l'expérience ainsi acquise et compte tenu des besoins accrus des opérations d'urgence au Libéria et en Sierra Leone, il est proposé d'établir un autre stock logistique à Abidjan (Côte d'Ivoire) pour desservir la région de l'Afrique de l'Ouest.



27. Le PAM a pris des dispositions pour pouvoir prélever du matériel de secours sur les stocks stratégiques que le Département des opérations de maintien de la paix de l'ONU tient à la base logistique des Nations Unies à Brindisi. Ces dispositions sont entrées en jeu pour l'opération que le PAM a mise en place pour faire face à la crise au Libéria en avril/mai. Des dispositions semblables ont été négociées pour que le PAM puisse avoir accès aux stocks de l'UNICEF à Copenhague. Un accord semblable est en cours de négociation avec le HCR.
28. Le PAM a également noué d'étroites relations de travail avec l'Unité de défense militaire et civile (UDMC) récemment créée au sein du DAH afin d'avoir accès au matériel de défense militaire et civile et aux compétences de cette Unité lorsqu'il est appelé à faire face à des opérations d'urgence complexes. Le PAM a largement utilisé les moyens de l'UDMC pendant la crise dans la région des Grands Lacs africains et a obtenu sous différentes formes, notamment de services de transport par avion d'articles stratégiques en provenance d'Europe, le concours des forces armées d'importants donateurs. Certains pays donateurs ont également fourni des surplus militaires pour appuyer les opérations du PAM en Afrique de l'Ouest et en Angola (principalement des embarcations utilitaires et du matériel de manutention mobile comme grues et chariots élévateurs).
29. Les délais que suppose la livraison des dons d'aide alimentaire sont habituellement de trois à cinq mois. Aussi la capacité de distribuer rapidement des secours pour faire face aux besoins initiaux dépend-elle de la disponibilité de stocks appropriés, soit dans le pays même, soit dans des entrepôts spéciaux. En conséquence, le PAM a prépositionné des stocks de vivres, et principalement de biscuits à haute teneur énergétique, dans les entrepôts administrés par le DAH à Pise. Ces biscuits, qui sont faciles à distribuer et qui ne requièrent ni cuisson ni autre préparation, contiennent du soja, de la farine de froment et des matières grasses et sont enrichis en vitamines; ils sont destinés à remonter rapidement des personnes n'ayant pas mangé depuis plusieurs jours. Ils ont une longue durée de conservation et sont généralement facilement acceptés par des groupes habitués à des régimes alimentaires très divers. Grâce aux entrepôts de Pise, le PAM peut satisfaire rapidement certains des besoins essentiels des victimes dès qu'une crise éclate, en attendant de pouvoir fournir une aide alimentaire supplémentaire à plus long terme. En 1996, le PAM a eu recours à ces stocks pour organiser des ponts aériens de vivres au Libéria, dans l'est du Zaïre et au Rwanda.
30. L'élaboration de plans d'urgence a joué un rôle de plus en plus important dans le renforcement des capacités de secours du PAM en cas de catastrophe. Le Programme s'emploie à cette fin à mettre au point et à réviser les différents scénarios pouvant résulter de l'évolution de la situation politique et en matière de sécurité et pouvant ainsi affecter les opérations du PAM. Grâce à ce processus de planification et de révision continue entrepris conjointement avec les autres organismes des Nations Unies et ONG participant directement aux secours, le PAM s'efforce d'identifier à l'avance les obstacles pouvant être rencontrés et de trouver différentes formules pour faire parvenir les secours à ceux qui en ont besoin.
31. La préparation de plans d'urgence pour la région des Grands Lacs africains a commencé à la mi-1995, et ces plans ont été périodiquement révisés pendant toute l'année 1996. D'emblée, une approche régionale a été adoptée et le personnel des services opérationnels a été encouragé à imaginer différentes interventions possibles face à différentes éventualités. Les scénarios élaborés dans le cadre de la préparation de plans d'urgence ont porté principalement sur le rapatriement des réfugiés dans un climat d'insécurité et sur une escalade éventuelle des hostilités qui entraînerait d'autres déplacements de populations et



un afflux de réfugiés dans les pays voisins. Vers la fin de 1996, l'une et l'autre de ces éventualités s'étaient matérialisées.

32. Les plans d'urgence qui ont été établis ont montré que le PAM doit pouvoir avoir accès rapidement à des ressources opérationnelles clefs comme stocks de vivres, moyens de transport et matériel de transmission, et veiller à ce que du personnel bien formé soit mis en place et puisse être redéployé rapidement dans toute la région et à ce qu'un appui financier soit disponible. Lorsque la crise a éclaté dans l'est du Zaïre en novembre, le PAM était bien préparé et a pu agir rapidement.
33. Le PAM avait prépositionné des stocks de vivres en Ouganda et en Tanzanie en prévision d'un rapatriement éventuel des réfugiés. Pour compléter ces stocks, le PAM a acheté également des aliments supplémentaires au moyen de fonds prélevés sur le Compte d'intervention immédiate (CII). Des biscuits à haute teneur énergétique prélevés sur les stocks d'urgence des entrepôts de Pise et 269 tonnes de biscuits supplémentaires obtenues dans le cadre du dispositif de veille mis en place avec la Norvège ont été expédiés par avion dans la région en quelques jours seulement. Ces biscuits ont été distribués aux rapatriés, tant à l'intérieur du Zaïre au moyen d'opérations menées à partir du Rwanda, qu'au Rwanda même dans des centres d'accueil qui avaient été mis en place dans des localités stratégiques lors de la préparation des plans d'urgence.
34. Les équipes d'intervention rapide du PAM et les dispositifs de veille mis en place avec le Conseil norvégien pour les réfugiés, le Conseil danois pour les réfugiés, l'Agence suédoise de services de secours et le Programme de Volontaires des Nations Unies ont aidé le PAM à fournir rapidement les services d'experts en matière de communications, de logistique et de génie civil ainsi qu'un complément d'agents de secours, d'administrateurs des finances, de contrôleurs de la distribution des vivres et de matériel pour faire face à la crise dans l'est du Zaïre. Plus de 20 agents ont été détachés pour appuyer les opérations de secours dans la région.
35. Le succès des opérations de secours dépend directement des possibilités d'échange d'informations. Ainsi, en 1996, le PAM a pris plusieurs initiatives pour améliorer ses moyens de télécommunications. Plus de 250 adresses locales de courrier électronique ont été ajoutées au réseau de communications du PAM au moyen, le plus souvent, des serveurs locaux Internet. Onze bureaux de pays du PAM seulement ne sont pas encore reliés à Internet et au courrier électronique. De nouvelles technologies ont été utilisées pour transmettre du courrier électronique sur ondes courtes aux opérations de secours du PAM dans des régions reculées ou dans le cas où les conflits avaient détruit l'infrastructure des télécommunications. Ces nouvelles technologies ont été particulièrement utiles pour les opérations dans la région des Grands Lacs africains, où une équipe de transmission a été constituée pour appuyer les équipes de secours du PAM dans l'est du Zaïre.
36. Un mécanisme d'appui en temps de crise a été constitué au siège à titre expérimental pendant la crise au Libéria, au début de l'année. Ce mécanisme a été appelé à intervenir à grande échelle pendant la crise dans l'est du Zaïre, et il a fourni un appui sous forme de services de traitement de l'information, de téléconférences avec les bureaux de pays du PAM et d'autres organismes des Nations Unies, de planification des opérations et d'organisation de réunions d'études et d'information.



En 1996, le PAM a établi son propre site Web sur Internet. La page du PAM (<http://www.wfp.org>) contient de informations générales sur le Programme et ses activités de secours et de développement dans le monde entier et des nouvelles périodiques sur les efforts d'atténuation des effets des catastrophes, les opérations de secours, les transports et la logistique, les ressources et les appels de fonds. Cette page contient également le Rapport d'urgence du PAM, qui présente chaque semaine un résumé des principales opérations de secours du PAM.

Pendant la crise dans l'est du Zaïre, le mécanisme d'appui en période de crise a préparé chaque jour des bulletins d'actualité. L'Unité du PAM chargée de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité a préparé, sur la base d'informations provenant de différentes sources, et notamment des organismes des Nations Unies, des cartes des groupements et des mouvements de réfugiés qui avaient été signalés, auxquels tous les organismes de secours ont pu avoir accès en consultant le site du PAM sur le Web.

La page du PAM contient également une liste des sites sur le Web de plusieurs autres organismes de secours et de développement auxquels l'on peut avoir accès simplement en cliquant.

La page du PAM a récemment été complétée par une estimation des besoins alimentaires et des déficits alimentaires pour les opérations assistées par le PAM, qui contient des tableaux indiquant pour toutes les opérations du Programme l'état des ressources disponibles ou à mobiliser.

Entretenir la vie

37. Après avoir fait les grands titres des journaux, les situations d'urgence et les crises sont reléguées en dernière page, mais les secours demeurent nécessaires même après le départ des journalistes. En fait, les opérations de secours dans plusieurs pays sont devenues quasiment permanentes, le PAM devant sans cesse, année après année, continuer à distribuer aux populations qui souffrent les aliments dont elles ont besoin pour survivre. Les plus vastes de ces opérations de longue durée sont celles réalisées au Soudan et en Iraq.
38. Dans le sud du Soudan, une guerre civile persistante a déplacé de très nombreuses populations, a décimé les troupeaux et, dans la plupart des régions, a paralysé l'activité agricole. De ce fait, 1,9 million de personnes environ ont été tributaires, tout au moins en partie, des secours du PAM en 1996. En outre, pour veiller à ce que l'assistance humanitaire parvienne aux groupes les plus vulnérables, il a été appliqué une approche commune de l'analyse et de l'évaluation de l'économie alimentaire. Cette approche tient compte de tous les aliments différents que peuvent se procurer les femmes et les hommes dans le sud du Soudan, notamment céréales et autres denrées agricoles, poisson, lait, aliments provenant de la chasse et de la cueillette, viande et produits échangés, et de la façon dont l'accès aux différents aliments varie selon la région, la saison, l'origine ethnique, le sexe et la condition socio-économique. Des comités représentatifs de secours, composés principalement de femmes représentant chacune un ménage ont été constitués en 1995; ces comités jouent un rôle majeur en rassemblant les données de base nécessaires pour entreprendre une évaluation de l'économie alimentaire. Si les femmes sont sélectionnées en priorité pour participer à ces comités, c'est parce qu'elles parlent plus facilement de leurs problèmes alimentaires avec d'autres femmes et savent ce que les



familles voisines ont à manger. Grâce à cette approche de l'économie alimentaire, les secours alimentaires peuvent être mieux ciblés de manière à atteindre ceux qui en ont réellement besoin, ce qui a réduit le volume global des secours nécessaires.

39. En Iraq, dix années de conflits et les séquelles de la guerre du Golfe ont laissé l'économie du pays en ruines, ce qui n'a pas manqué d'avoir des conséquences catastrophiques pour la sécurité alimentaire de la majorité de la population. Des années de conflits ont également fait un nombre considérables d'invalides de guerre et de veuves qui ont peine à subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs familles. Depuis 1991, le PAM a fourni des secours alimentaires d'urgence ciblés aux groupes les plus vulnérables de la population iraquienne, spécialement les ménages dirigés par des femmes dans les quartiers urbains pauvres, les enfants souffrant de malnutrition, les femmes enceintes et les mères allaitantes et les malades des hôpitaux. En 1996, au vu de nouvelles alarmantes selon lesquelles la situation en matière de santé et de nutrition dans l'ensemble du pays s'était nettement dégradée, le PAM a porté le nombre des bénéficiaires de son assistance à 2,15 millions de personnes. L'Organisation des Nations Unies a conclu avec le Gouvernement iraquien en mai 1996 un mémorandum d'accord relatif à l'application de la résolution 986 du Conseil de sécurité, mais la mise en oeuvre de cette résolution n'a commencé qu'en avril 1997. Cette résolution autorise l'Iraq à vendre des quantités limitées de pétrole pour financer l'importation de denrées alimentaires de première nécessité et de fournitures médicales. Le PAM a été spécialement chargé de veiller à ce que les conditions énoncées dans la résolution 986 du Conseil de sécurité soient intégralement respectées, notamment en faisant en sorte que les denrées alimentaires achetées au moyen du produit de la vente de pétrole soient équitablement distribuées.
40. De nouvelles initiatives ont été prises en 1996 afin de mettre au point des indicateurs mieux appropriés pour mesurer l'efficacité des opérations de secours, en s'attachant non seulement à la distribution de l'aide mais aussi à l'effet que les opérations de secours ont sur les conditions de vie et les pratiques des populations affectées. Le PAM a entrepris un certain nombre d'études des opérations en cours afin de déterminer dans quelle mesure il serait possible d'utiliser des indicateurs différents de l'impact de ses activités de secours, et notamment des indicateurs de la situation en matière de nutrition et de santé ainsi que de la condition économique des bénéficiaires et des possibilités qui s'offrent à eux. La première étude a été réalisée dans le camp de réfugiés de Goma vers la fin de 1996. A l'avenir, les descriptifs des nouvelles opérations d'urgence et interventions prolongées de secours comprendront les indicateurs considérés comme les mieux appropriés pour évaluer les résultats des opérations entreprises.

Rapatriement

41. Le PAM coopère pleinement avec le HCR pour appuyer les efforts entrepris afin d'encourager le rapatriement volontaire et la réinsertion des réfugiés dès que les conditions le permettent.
42. Le Myanmar, étant pays exportateur de denrées alimentaires, ne serait normalement pas habilité à recevoir une assistance du PAM, mais en 1996, le PAM a poursuivi son programme visant à encourager le retour des Rohingyas qui s'étaient réfugiés au Bangladesh en 1991-1992. A la fin de 1996, il restait encore à rapatrier quelque 31 000 réfugiés. A la demande des donateurs et avec le solide appui du HCR, le PAM avait, pendant la saison sèche 1994-1995, entrepris au moyen d'un financement bilatéral un programme spécial de relèvement vivres-contre-travail pour améliorer la situation socio-économique précaire de la communauté Rohingya au Myanmar. Ce programme



fournit des emplois de courte durée nécessaires pour les rapatriés sans terre tout en créant une infrastructure rurale, par exemple des routes d'accès, dans une zone extrêmement pauvre du pays La phase pilote réalisée pendant la saison sèche de 1994-1995 ayant donné d'excellents résultats, la portée du programme a été plus que triplée pendant la saison sèche de 1995/96.

43. Dans l'ex-Yougoslavie, le PAM a fourni des secours alimentaires d'urgence à quelque 2,6 millions de réfugiés, rapatriés, personnes déplacées ou membres de groupes particulièrement vulnérables (essentiellement en Bosnie-Herzégovine) n'ayant ni source de revenus, ni capacité de produire des aliments ou de se nourrir. Bien que la signature des accords de paix de Dayton, en novembre 1995, se soit traduite par un rétablissement de la paix et un début de reconstruction de l'économie, le nombre de réfugiés et de personnes déplacées rentrés dans leurs foyers est resté décevant. L'infrastructure économique de base de la Bosnie-Herzégovine a été totalement dévastée et, pour la majeure partie de la population, les perspectives d'emploi sont sombres. Cela étant, le PAM a étudié différents moyens d'utiliser l'aide alimentaire pour encourager la reprise de l'activité économique et pour promouvoir la création d'emplois.
44. En 1996, le PAM a continué d'appuyer la consolidation du processus de paix aussi bien au Guatemala qu'au Nicaragua. Dans le premier de ces pays, le PAM a fourni une aide alimentaire pour faciliter la réinsertion des rapatriés et des personnes déplacées. Au Nicaragua, l'aide alimentaire du PAM a aidé à la réinstallation des ménages affectés par la guerre.
45. L'examen de l'assistance fournie par le PAM au Rwanda qui a été réalisé en 1996 a fait apparaître la nécessité d'orienter les activités non plus tant vers les secours d'urgence, comme précédemment, mais plutôt vers un soutien des revenus des groupes les plus vulnérables. Les programmes vivres-contre-travail, en particulier, ont constitué un support idéal pour faciliter la réinsertion sociale des personnes déplacées et des rapatriés tout en encourageant les réfugiés dans d'autres pays à rentrer dans leurs foyers.
46. Depuis 1995, le PAM fournit des secours alimentaires d'urgence afin de satisfaire les besoins essentiels de groupes spécifiques de réfugiés (du Sahara occidental et Touaregs du Mali) en Algérie. Dans l'immédiat, les perspectives de retour des réfugiés au Sahara occidental sont limitées, mais l'amélioration de la situation au Mali a encouragé le PAM et le HCR à rechercher conjointement une formule régionale qui inciterait les réfugiés touaregs à rentrer dans leur pays.

Relèvement

47. Dans le cadre de plusieurs opérations, le PAM combine la distribution de vivres indispensables à la survie des populations à des activités de relèvement qui, à terme, devraient rendre des secours alimentaires moins nécessaires.
48. En Somalie, le PAM doit à la fois appuyer des activités de secours après la crise et des activités de relèvement pendant une période caractérisée par l'absence de gouvernement national en état de fonctionner. Le PAM, dans le cadre d'un programme diversifié, s'emploie également à promouvoir des activités de préparation de plans d'intervention et de prévention en renforçant la production agricole, notamment en construisant et en remettant en état des canaux d'irrigation et réseaux de captage des eaux de pluie et en défrichant des terres de culture. Une attention spéciale est accordée à la démobilisation et à la réinsertion des membres des anciennes milices au moyen d'activités de formation et de



programmes vivres-contre-travail. Les activités de relèvement sont également appuyées par un programme de monétisation qui tend à renforcer la sécurité alimentaire en augmentant les approvisionnements sur les marchés commerciaux. Les fonds ainsi générés sont utilisés pour créer des possibilités d'emplois pour les populations affectées par les conflits.

49. Au Rwanda, le programme du PAM met également l'accent sur le relèvement et la reconstruction, bien qu'une alimentation d'urgence soit distribuée aussi lorsque cela est jugé nécessaire pour améliorer la nutrition, par exemple pour les malades des hôpitaux, les orphelins et d'autres groupes vulnérables. L'aide alimentaire vient compléter des projets d'aménagement en terrasses des terres arables, d'assèchement des marais et de relance de la pisciculture afin de contribuer au relèvement de l'agriculture. Un programme de remise en état de l'infrastructure de base emploie des ouvriers pour la construction de logements et d'écoles, la réfection de routes et de réseaux d'adduction d'eau et le reboisement. Le PAM a entrepris de distribuer des vivres et des semences de haricots à près de 75 000 familles vulnérables de cultivateurs pour veiller à ce que la faim ne pousse pas les agriculteurs à manger leurs réserves de semences.
50. En Angola, le PAM s'emploie à faciliter la transition d'un vaste programme de secours alimentaires d'urgence vers des activités plus ciblées de reconstruction, de relèvement et de promotion du développement visant à accroître la production agricole, à améliorer la nutrition et la santé et à renforcer la sécurité alimentaire. Les bénéficiaires de l'aide alimentaire du PAM sont principalement les rapatriés, les personnes déplacées et les militaires démobilisés et leurs familles. Après avoir quitté leurs quartiers, les militaires démobilisés et leurs familles reçoivent dans leurs zones de réinstallation trois mois de rations familiales. Des projets pilotes ont été entrepris en collaboration avec l'UNICEF et des ONG pour encourager les femmes à consulter des dispensaires pour y recevoir des soins prénatals et postnatals et pour distribuer des suppléments nutritifs aux femmes enceintes ainsi qu'aux mères allaitantes et à leurs enfants.
51. En Ethiopie, le PAM a fourni des secours alimentaires à 550 000 personnes, principalement dans les zones à déficit vivrier chronique. Conformément à la politique gouvernementale, les personnes aptes au travail, qui représentent 80 pour cent des bénéficiaires, participent à des programmes visant à créer des emplois au moyen de travaux d'infrastructure rurale. Le reste des bénéficiaires, inaptes au travail physique, reçoivent des vivres gratuitement.
52. Des activités vivres-contre-travail du même type sont également réalisées dans le cadre des secours fournis par le PAM en Arménie. Quelque 40 000 chômeurs sont occupés à la réparation d'édifices collectifs et de routes, au ramassage des ordures, à la remise en état des canalisations d'adduction d'eau, d'évacuation des eaux usées et de chauffage, à la reconstruction des usines et à la réparation des canaux d'irrigation et de drainage ainsi qu'à la construction de mini centrales hydro-électriques et à des travaux de reboisement. Les vivres sont également distribués à quelque 10 000 personnes sans moyens dans le cadre de cantines populaires.
53. Au Tadjikistan, le PAM a organisé des activités vivres-contre-travail pour 5 000 familles vivant dans les régions où il distribue actuellement des secours afin de pouvoir mettre fin de façon progressive et méthodique aux distributions dans certains secteurs. Ces activités tendent à améliorer de façon durable la sécurité alimentaire des ménages ruraux pauvres en leur permettant d'avoir plus facilement accès à la terre. Dans un premier temps, les familles



de métayers auxquels les terres du domaine public auront été attribuées recevront une assistance sous forme de programmes vivres-contre-travail.

54. Au Mozambique, de longues années de guerre ont détruit ou sérieusement endommagé une bonne part de l'infrastructure rurale, et la production vivrière nationale s'est effondrée. Le PAM a organisé des activités d'aide au développement pour appuyer la réalisation du programme de reconstruction et de relèvement de l'infrastructure physique et sociale dans les régions rurales élaboré par le gouvernement et pour améliorer ainsi les conditions de vie des populations rurales, y compris des rapatriés. Depuis la signature de l'accord de paix, en 1992, et les élections de 1994, l'expansion économique a repris, et les petits exploitants ont maintenant recommencé à produire. Cependant, la destruction de l'infrastructure rurale pendant les années de guerre a paralysé l'économie du pays, tandis que la production agricole est entravée par l'insuffisance des circuits commerciaux, la rareté des biens de consommation et l'insuffisance du crédit aux petites exploitations. En 1996, le PAM a fourni des secours alimentaires d'urgence aux agriculteurs vulnérables des provinces méridionales sinistrées par les inondations.
55. En Guinée, la situation économique et sociale a été sérieusement ébranlée par l'afflux de réfugiés qui, fuyant les conflits au Libéria et en Sierra Leone, se sont installés dans certaines des régions les plus pauvres du pays. En collaboration avec le HCR, les ONG et les donateurs, le PAM a élaboré une stratégie tendant à améliorer l'efficacité des activités de développement vivres-contre-travail et à remplacer les distributions générales de secours aux réfugiés par des programmes économiques et sociaux mieux ciblés axés sur la population dans son ensemble.
56. Dans plusieurs pays sortis d'une période de guerre, les efforts de relèvement sont gravement compromis par les innombrables mines et les munitions non explosées laissées par les combats. Les pertes humaines et économiques causées par les mines, en particulier, sont énormes. Le PAM a entrepris un certain nombre d'activités de déminage, habituellement sur une base ad hoc. Plus récemment, il s'est avéré nécessaire d'intégrer ces activités à des efforts interinstitutions de portée plus générale.
57. L'appui apporté par le PAM aux activités de déminage répond généralement à la triple nécessité d'assurer la sécurité:
- a) des routes d'accès pour pouvoir distribuer les vivres et les secours, ce qui, simultanément, encourage souvent aussi les populations déplacées à rentrer dans leurs foyers;
 - b) des terres destinées à l'aménagement de logements pour les personnes déplacées et les rapatriés;
 - c) des terres agricoles afin de promouvoir la production vivrière.
58. Les principaux projets de déminage appuyés par le PAM sont ceux qui tendent à débayer et à remettre en état les principales artères de transport. En Angola, cet appui a coûté trois millions de dollars en 1996 tandis qu'au Mozambique, le PAM a dépassé 2,4 millions de dollars en activités de déminage. Dans le cadre de ces projets, le PAM travaille en collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies et avec des ONG, soit en fournissant directement des fonds, soit en mettant sur pied des programmes vivres-contre-travail pour les populations locales qui s'occupent du déminage (et qui reçoivent aussi une formation sur la détection des mines, le marquage des secteurs dangereux et le désamorçage des mines) en contrepartie d'une rémunération sous forme de vivres.



59. Au Cambodge, l'appui aux activités de déminage a d'emblée été l'un des éléments des efforts déployés par le PAM pour promouvoir le relèvement du pays. En 1996, plus des trois quarts de l'assistance fournie par le PAM sont allés au développement de l'infrastructure rurale, au déminage des terres agricoles, à la construction ou à la réparation de routes, de canaux d'irrigation, de petits barrages et de mares et de puits. Les travaux de déminage doivent en effet être achevés avant que les programmes de développement proprement dits puissent commencer. Plus de 34 sites de projets doivent être déminés avec l'aide du PAM.

Atténuation des effets des catastrophes

60. Les efforts d'atténuation des effets des catastrophes occupent une place de plus en plus large dans les activités de développement du PAM et dans l'appui qu'il fournit aux programmes de relèvement. En mettant les communautés vulnérables mieux à même d'éviter les effets de catastrophes ou d'y faire face, on peut ainsi sauver des vies humaines et accélérer le relèvement après une catastrophe. L'atténuation des effets d'une catastrophe coûte moins cher que les secours d'urgence, mais il n'a souvent pas été possible de compter sur l'appui des donateurs. La non-survenance de catastrophes fait rarement la une des journaux, mais elle témoigne de la réussite des efforts déployés par le PAM.
61. L'Unité de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM joue un rôle important en identifiant la direction dans laquelle doivent s'orienter les activités du Programme visant à atténuer les effets des catastrophes. L'ACV analyse la vulnérabilité des populations cibles à l'insécurité alimentaire et leur capacité de faire face à des catastrophes. En collaboration avec le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO, le Système de prévision des famines de l'USAID et les ONG, l'ACV s'attache à faire mieux comprendre quels sont les principaux problèmes à résoudre si l'on veut garantir la sécurité alimentaire des populations et les mettre mieux à même de faire face. Ces analyses guident les activités de planification stratégique et d'élaboration de plans d'intervention à long terme du PAM. L'ACV a déployé des antennes sur le terrain au Cambodge, en Ethiopie, au Malawi, dans le sud du Soudan et en Zambie ainsi que, depuis 1996, au Sénégal et en Tanzanie. A la fin de 1996, l'ACV préparait le détachement d'autres unités locales au Pakistan (pour desservir l'Afghanistan et le Tadjikistan) et en Ouganda (pour la région des Grands Lacs africains).
62. Souvent, les activités entreprises pour atténuer les effets de catastrophes ne font pas que sauver des vies humaines. Au Viet Nam, par ses activités vivres-contre-travail, le PAM s'emploie à appuyer la remise en état des digues maritimes qui protègent les terres agricoles des ravages des ouragans. Si de telles digues n'existaient pas, les agriculteurs devraient planter des variétés de riz à plus faible rendement qui sont plus résistantes aux effets de la salinité. Ainsi, les digues non seulement sauvent des vies humaines, mais aussi ont pour effet d'accroître la production agricole.
63. En Mauritanie, où le gouvernement a accordé la priorité aux efforts d'atténuation des effets des catastrophes, à la lutte contre la misère et à la réduction de l'insécurité alimentaire des ménages, l'assistance du PAM est axée sur les secteurs ruraux reculés de huit régions où vivent les populations les plus pauvres mais où il est possible d'accroître la production vivrière et de développer l'élevage. Les activités vivres-contre-travail organisées par le PAM sont identifiées et préparées par les communautés locales elles-mêmes afin de mieux se préparer à résister aux effets des sécheresses.
64. Au Pakistan, les programmes de développement organisés par le PAM aident les communautés qui accueillent depuis de nombreuses années un grand nombre de réfugiés



afghans. L'afflux de trois millions de réfugiés a eu un impact très sérieux sur l'environnement de régions montagneuses pauvres et écologiquement fragiles. L'aide alimentaire du PAM tendra, au moyen d'activités vivres-contre-travail ciblées, à remédier aux dommages causés à l'environnement tout en créant de nouvelles possibilités d'emploi pour les ménages pauvres, qui appartiennent aussi bien aux communautés de réfugiés qui se trouvent encore dans le pays (environ 30 pour cent des participants au projet) qu'aux collectivités locales.

65. Au Mali, le PAM fournit une assistance diversifiée aux réfugiés touaregs qui rentrent d'exil ainsi qu'aux communautés maliennes locales qui accueillent les rapatriés. Des activités vivres-contre-travail aident à renforcer la base économique et à améliorer les conditions de vie locales. Ces activités concernent notamment la construction et la remise en état de l'infrastructure rurale et font une large place à la mise au point de techniques de captage des eaux afin de réduire la vulnérabilité aux sécheresses.
66. En Arménie, les secours que le PAM distribue aux ménages vulnérables comprennent de l'huile végétale et du sucre pour les aider à mettre en conserve des fruits et des légumes, ces conserves étant l'un des aliments traditionnels du pays pendant l'hiver.
67. Les activités d'atténuation des effets des catastrophes peuvent également comprendre des éléments de soins de santé primaires. La malnutrition, les infections et les maladies sont indissociablement liées: la maladie résulte directement de la malnutrition en réduisant la capacité de l'organisme d'absorber les éléments nutritifs, réduit la productivité et, finalement, la capacité de gagner un revenu. Par le passé, les projets du PAM ont souvent eu un effet positif sur la faim dans l'immédiat, mais leur impact sur la santé des bénéficiaires en général et sur les problèmes causés par les carences en éléments trace a été limité. De nouvelles directives ont été publiées en 1996 pour veiller à ce que les activités de développement et de secours du PAM tendent davantage à améliorer la santé et la nutrition des bénéficiaires, notamment, lorsqu'il y a lieu, au moyen de programmes économiques de distribution d'aliments fortifiés en éléments trace. Cette initiative est appuyée au moyen d'un fonds spécial constitué par les donateurs.

Opérations spéciales

68. Les opérations spéciales complètent les opérations d'urgence et les interventions prolongées de secours. Il s'agit là d'une catégorie distincte qui regroupe d'importants programmes sans rapport direct avec des projets comme des ponts aériens intermittents, des activités d'amélioration des communications ou des projets de remise en état des réseaux routiers et ferroviaires et des services aéroportuaires et portuaires. Les opérations spéciales visent également à atténuer les effets des catastrophes ainsi qu'à mettre en place ou à améliorer l'infrastructure nécessaire pour que l'aide alimentaire puisse être livrée rapidement et efficacement. Elle constitue également un support pour des activités de relèvement et de promotion du développement à plus long terme. Les opérations spéciales constituent un élément vital de l'ensemble des interventions mises sur pied par le PAM pour faire face aux situations d'urgence et représentent un investissement dans l'avenir.
69. Les activités réalisées par le PAM dans le cadre des opérations spéciales ont été dominées, en 1996, par la crise humanitaire dans la région des Grands Lacs africains. Les opérations de secours dans cette région ont souvent été entravées par des routes impraticables, l'exiguïté des pistes d'atterrissage, le manque de carburant et l'insécurité. Le fonctionnement des chemins de fer tanzaniens a néanmoins pu considérablement être



amélioré lorsque le PAM a loué quatre locomotives à l'Afrique du Sud, a fourni des pièces détachées pour réparer plus de 80 wagons et a aidé à réparer un atelier de remise en état de traverses. Depuis que la base de transit d'Isaka, dotée d'un accès ferroviaire et d'entrepôts couverts, a été achevée en 1996, il existe un important point de transfert multimodal rail/route à destination de localités du nord de la Tanzanie, du Burundi et du Rwanda. A Kigoma, il a été entrepris de construire un terminal ferroviaire qui, lorsqu'il sera achevé, facilitera le transfert multimodal rail/péniche dans le port de Kigoma et contribuera ainsi à réduire les frais de transport sur le lac Tanganyika. L'installation de deux grues dans le port d'Uvira, sur le lac Tanganyika, a accéléré la rotation des péniches. L'itinéraire Kigoma-Uvira a permis d'économiser 19 dollars la tonne sur les frais de transport des secours destinés aux camps de réfugiés de Bukavu et d'Uvira. Des travaux d'amélioration ont également été entrepris sur les routes d'accès qui mènent de l'Ouganda aux camps de réfugiés de Goma, et un certain nombre de ponts et d'ouvrages effondrés ont été réparés.

70. Afin d'accroître les moyens de distribution locaux à longue distance dans la région des Grands Lacs africains, 40 camions affectés à l'opération transfrontière en Afghanistan, ainsi que les ateliers, outillages et matériels connexes, ont été déployés dans la région des Grands Lacs africains. En outre, le PAM a demandé qu'une flotte de camions utilisés par l'Overseas Development Administration (ODA) du Royaume-Uni en Croatie soit transportée par avion jusqu'à Entebbe. Conformément aux arrangements conclus avec différents donateurs, une équipe de manutention à terre a été affectée à l'aéroport d'Entebbe et une autre devait l'être à l'aéroport, mais, en définitive, ne l'a pas été.
71. L'Unité de conseil en logistique créée en 1993 pour faciliter la livraison de secours aux trois républiques du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) s'occupe de coordonner les arrivées et la réexpédition des envois de vivres, de fournir une assistance technique dans le domaine de la logistique aux donateurs et aux autorités locales responsables des transports et de gérer des projets spéciaux de logistique visant à accélérer le transit des expéditions dans les ports géorgiens de Poti et de Batumi (qui sont les ports d'accès à la région) et des chemins de fer régionaux. Le PAM a mobilisé plus de 15 millions de dollars pour moderniser d'urgence les réseaux ferroviaires et les services portuaires et de communication désuets et inefficaces de la région. Lors d'une évaluation réalisée en 1996, l'on a constaté que les efforts déployés dans ce domaine avaient non seulement contribué à accélérer la livraison des secours mais avaient contribué à resserrer la coopération régionale entre les trois pays intéressés, en dépit des rapports difficiles qu'ils entretiennent entre eux.
72. L'inauguration du viaduc de Natanebi par le Directeur exécutif, en janvier, a été un symbole de cette nouvelle coopération. Ce nouvel aqueduc, à 60 kilomètres du port de Batumi, a été construit sur l'initiative du PAM pour remplacer celui qui avait été mis hors d'usage à la suite d'un déraillement au début de 1994. Ce viaduc assure la seule liaison ferroviaire entre Batumi et l'arrière-pays du Caucase. L'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont fourni chacun 50 000 dollars en espèces ou en nature pour la construction du viaduc, et le PAM a apporté à cette fin une contribution de 250 000 dollars.
73. Le PAM a créé la Cellule logistique en Bosnie en 1996 afin de fournir les services de gestion et d'appui logistique au programme d'aide alimentaire du Programme en Bosnie-Herzégovine. Cette cellule a réussi à mettre en place dans tout le pays des systèmes de livraison économiques et efficaces en ayant recours à des transporteurs commerciaux locaux, ce qui a évité de devoir utiliser les flottes de camions internationaux comme pendant la guerre. De ce fait, il a été possible, vers la fin de 1996, de redéployer les véhicules utilisés dans l'ex-Yougoslavie pour les affecter à la crise qui se développait dans



la région des Grands Lacs africains. La Cellule logistique a également supervisé l'installation d'un nouveau réseau de transmission qui permette de communiquer directement et librement dans le pays, et elle a procédé à une évaluation des capacités logistiques du gouvernement afin d'identifier le matériel technique dont il a besoin et les réparations qu'exige l'infrastructure.

Problématique hommes-femmes

74. Bien que les femmes et les enfants représentent habituellement les deux tiers des bénéficiaires des secours du PAM, ce n'est que ces dernières années qu'une attention spéciale a été accordée à la problématique hommes-femmes dans les opérations de secours. Depuis lors, cet aspect est intégré, à l'échelle du Programme tout entier, à la distribution et au ciblage des secours du PAM pour veiller à ce que les femmes qui bénéficient de son assistance participent plus directement au processus de prise de décisions et aient davantage leur mot à dire quant à l'utilisation de l'aide alimentaire. Tous les nouveaux projets d'opérations d'urgence et d'interventions prolongées de secours prolongées sont désormais évalués à la lumière de ces considérations.
75. Conformément aux engagements pris en faveur des femmes à la Conférence de Beijing, en 1994, des mémorandums d'accord définissant les responsabilités et individuelles ont été signés en 1996 avec sept partenaires internationaux; ces accords prévoient les modalités de suivi et d'exécution ci-après: application de méthodes participatives de planification tenant compte des besoins et du potentiel spécifiques des réfugiées et des femmes déplacées; fourniture d'une alimentation appropriée et adéquate aux femmes et aux enfants vulnérables; et adoption de mesures visant à faire en sorte que les femmes occupent des postes clefs dans la gestion de l'aide alimentaire. Le nouveau mémorandum d'accord que le PAM a signé avec le HCR en mars 1997, définit également les nouveaux engagements pris par les deux institutions concernant les attributions qui doivent revenir aux femmes en matière de distribution des vivres.
76. S'il n'est pas encore pas toujours présenté de rapports systématiques sur les secours distribués dans le cadre de chaque opération, les femmes participent désormais davantage, dans différents pays, aux activités de secours du PAM. En Azerbaïdjan, l'informatisation de la liste de bénéficiaires permet de ventiler les données par sexe; ainsi, plus de 50 pour cent de cartes de ration ont été délivrées à des femmes. En Iraq, la Fédération générale des femmes irakiennes est responsable de la distribution aux ménages dirigés par des femmes de l'alimentation complémentaire destinée aux enfants souffrant de malnutrition. A Gaza, le PAM a recruté des femmes pour gérer la distribution de toutes les rations. Dans les camps de réfugiés d'Algérie, les femmes participent activement à la gestion de la distribution de vivres.
77. En Afghanistan, le PAM appuie des activités de relèvement à l'intention de quelque 1,2 million de rapatriés et de personnes déplacées dans les secteurs les plus touchés par la guerre. Ses activités tendent principalement à secourir les innombrables veuves de guerre et orphelins qui, souvent, n'ont aucun autre moyen de subvenir à leurs besoins. Dans les régions urbaines, le PAM distribue de la farine de froment aux boulangeries pour que celles-ci puissent pendant l'hiver, période pendant laquelle le pain constitue la base du régime alimentaire, vendre du pain à des prix subventionnés à quelque 350 000 personnes appartenant aux groupes les plus vulnérables. Environ 10 pour cent des boulangeries sont intégralement gérées et dirigées par des femmes, le plus souvent des veuves, ce qui leur donne en même temps des possibilités d'apprentissage et d'emploi. Le produit de la vente du pain est réinvesti dans les communautés, principalement pour financer à l'intention des



handicapés, des veuves de guerre et des personnes seules à la tête d'un ménage des programmes d'apprentissage qui devraient par la suite améliorer leurs possibilités d'emploi et de gain.

78. Après la prise de Kaboul, en septembre 1996, les Talibans ont limité les déplacements des femmes hors du foyer. Ces restrictions ont entravé la réalisation de tous les projets du PAM dans le pays, qui sont axés sur les femmes vulnérables. Le PAM a réussi à négocier la poursuite ou la reprise de ses projets pour secourir les femmes victimes du conflit, mais les possibilités de réaliser ce type d'activités demeurant limitées, il a dû, à la fin de 1996, revoir son plan d'assistance pour concentrer ses efforts sur les secours humanitaires et les activités de survie qui ont un impact positif direct sur les femmes et les enfants.
79. En Guinée, le PAM a élaboré une stratégie tendant à cibler les secours alimentaires destinés aux réfugiés sur les femmes et les ménages dirigés par des femmes. Le PAM, afin d'améliorer le ciblage de ses activités, s'est employé à promouvoir un recensement plus précis, et systématiquement ventilé par sexe, des populations de réfugiés. En outre, les activités de distribution de vivres sont gérées par des femmes.
80. En Sierra Leone, la priorité est accordée aussi à une plus grande intégration des femmes en qualité aussi bien de bénéficiaires que de gestionnaires de l'aide alimentaire.
81. Dans les camps de réfugiés du Zaïre, le PAM a préféré distribuer les rations directement aux familles, et idéalement aux femmes, plutôt que par l'entremise des unités administratives locales mises sur pied par l'administration des camps, même si cela a multiplié par deux le nombre des agents requis, lesquels ont dû être surveillés de près pour empêcher les vols. L'on avait remarqué en effet que les femmes étaient intimidées si elles devaient recevoir leurs rations des unités administratives locales. En outre, les tentatives qui avaient été faites d'accroître la proportion de femmes employées par les unités administratives locales, ce qui aurait pu rassurer les bénéficiaires, s'étaient heurtées aux attitudes traditionnelles établies.

Achats

82. Le PAM achète la moitié des vivres qu'il distribue, principalement dans les pays en développement: les trois quarts environ des vivres qu'il achète (soit près d'un million de tonnes en 1997) sont destinés aux activités de secours. Les achats de vivres ont coûté près de 200 millions de dollars en 1996. Si des vivres sont achetés aux fins des opérations de secours, c'est surtout pour assurer une livraison plus rapide de l'assistance à ceux qui en ont besoin. Ainsi, dans tous les cas où cela est possible et réaliste, les achats sont effectués dans le pays ou dans la région même. Les autres avantages d'un achat local ou régional sont que les aliments correspondent habituellement mieux aux goûts locaux et permettent de réaliser des économies sur les frais de transport international.
83. Comme des vies sont en jeu, le PAM doit faire preuve de souplesse et s'adapter à l'évolution de la situation des approvisionnements lorsqu'il doit acheter d'importantes quantités de vivres. Pour les opérations au Malawi, où la préférence va au maïs blanc, par exemple, le PAM a effectué la plupart de ses achats au début de l'année en Ouganda. Lorsque ces stocks ont commencé à s'épuiser, en mars, d'autres achats ont été effectués en Argentine en attendant de pouvoir acheter en Tanzanie la nouvelle récolte de maïs dès son arrivée sur les marchés, en été.
84. Dans certains cas, le PAM s'est trouvé en concurrence avec d'autres organismes de secours. En Ouganda, par exemple, plusieurs de ces organismes ont essayé d'acheter des quantités de vivres bien supérieures aux excédents disponibles. De ce fait, les marchés ont



été perturbés et les prix des denrées alimentaires ont augmenté. Le PAM a proposé de mieux coordonner les achats des différents organismes, notamment en mettant en commun les informations disponibles sur la situation des marchés. Ainsi, les organismes devant acheter des vivres n'auraient pas à se faire concurrence et ne perturberaient pas les marchés, déjà précaires, dans de nombreux pays en développement. En outre, les pays fournisseurs seraient mieux à même de s'acquitter de leurs obligations contractuelles et pourraient livrer plus ponctuellement des quantités accrues de denrées alimentaires correspondant aux habitudes de leurs destinataires.

85. Le PAM achète également pour ses opérations de secours de grandes quantités d'articles non alimentaires. Pour réduire les délais de livraison des articles non alimentaires essentiels destinés aux interventions d'urgence tout en continuant d'appliquer de saines pratiques de gestion financière, le PAM a mis au point des accords génériques d'achat dans le cadre duquel des contrats à long terme sont conclus avec les fournisseurs, sélectionnés à la suite d'appels d'offres, en vue de la livraison de quantités indéterminées d'articles spécifiés. Chaque accord est généralement conclu pour une durée d'un an, avec des fourchettes d'achat et des conditions de livraison spécifiées. Ce nouveau système s'est avéré extrêmement utile lorsqu'il a fallu monter en 1996 plusieurs opérations de secours complexes.

Coordination

86. Le PAM a adopté en 1996 plusieurs mesures visant à resserrer la coordination entre ses activités de secours et celles d'autres organismes.
87. Au sein du Comité permanent interorganisations, le PAM a défendu énergiquement la nécessité de renforcer le système des coordinateurs résidents, qui est le mécanisme le mieux approprié pour assurer la coordination d'ensemble sur le terrain des secours humanitaires et de l'aide au développement. Le PAM a également recommandé qu'il soit suivi une approche intégrée de sorte que les secours fournis pour assurer la survie des populations ouvre la voie à des activités d'atténuation des effets des conflits et des catastrophes et de relèvement. Une approche intégrée de ce type a été suivie dans plusieurs pays, particulièrement en Angola et au Rwanda.
88. Dans les discussions qui ont eu lieu au sein du Comité permanent interorganisations, le PAM a souligné la nécessité d'appliquer les principes directeurs ci-après, selon lesquels il convient:
- a) d'intégrer les programmes humanitaires à un cadre stratégique;
 - b) de renforcer le rôle des coordinateurs résidents afin d'empêcher l'apparition de systèmes de coordination parallèles;
 - c) de mieux définir les mécanismes de coordination des activités visant à protéger les personnes déplacées dans leurs propres pays;
 - d) de faire en sorte, dans la mesure du possible, que les interventions d'urgence posent également les bases indispensables au relèvement et fassent appel aux efforts et aux initiatives des populations et des communautés affectées;
 - e) d'appuyer la procédure d'appels communs et l'établissement d'un ordre de priorité entre les besoins d'aide humanitaire;
 - f) de mettre en oeuvre de nouveaux concepts d'intervention humanitaire qui tiennent compte des questions liées aux droits de l'homme et intègrent les activités de secours, de prévention et de développement;



- g) d'assouplir les mécanismes de financement des opérations de secours pour pouvoir mieux les adapter à la situation, et de faire en sorte qu'une proportion accrue du financement soit versée par anticipation;
- h) d'appliquer une approche intégrée aux activités de planification d'urgence de l'Organisation des Nations Unies et des autres organismes de secours et de mettre en place à cette fin un mécanisme de financement approprié; et
- i) de rassembler des informations fiables et cohérentes sur les besoins des bénéficiaires et l'impact des activités de secours.

89. Le PAM, le DH et le HCR ont entrepris en 1996 de définir les méthodes de planification d'urgence à appliquer à l'échelle du système tout entier, et ils ont entrepris des opérations de planification conjointes afin de renforcer la complémentarité de leurs stratégies d'intervention respectives en cas de graves situations d'urgence.

90. Le mémorandum d'accord signé entre le PAM et le HCR a été révisé de manière à renforcer le système d'obligation redditionnelle en ce qui concerne la fourniture de secours humanitaires aux réfugiés et de redéfinir le rôle du PAM dans la distribution finale de l'aide alimentaire. Le PAM et l'UNICEF ont adopté des mesures semblables pour resserrer leur collaboration et assurer la complémentarité de leurs interventions en cas d'urgence. Enfin, le PAM et la FAO ont entamé des pourparlers en vue de mettre en place de nouvelles modalités de distribution de semences et d'outils dans le cadre des opérations de relèvement.

91. Lorsque la crise a éclaté dans l'est du Zaïre, le PAM a mis en place le Centre conjoint de logistique des Nations Unies, qui représente une formule novatrice de coordination interinstitutions des services logistiques qui englobe le traitement de l'information, la prise de décisions et la planification en matière opérationnelle et une liaison avec les éléments militaires. Le Centre, qui a notamment été chargé d'assurer la réception des vivres et des secours non alimentaires et de les réexpédier par la route et par avion dans la région, a également assuré la liaison avec les forces multinationales neutres pour toutes les questions de logistique, établi un ordre de priorité pour les convois de secours tant militaires que civils, fourni des informations sur les itinéraires par avion et par terre, identifié les goulets d'étranglement sur les différents itinéraires et organisé des détours et coordonné tous les besoins en matière de transport des secours afin de minimiser toute concurrence inutile et de stabiliser ainsi les tarifs des transports sur le marché. Le PAM, le HCR, l'UNICEF et l'Unité de défense militaire et civile du DAH ont tous détaché des experts techniques au Centre. Un autre centre conjoint de coordination des services logistiques a été mis en place à Kisangani (Zaïre) vers la fin de l'année.

92. En dépit de la nette amélioration de la coordination et de la collaboration avec les autres organismes, il ressort d'une évaluation réalisée en 1996 de la collaboration qui s'est effectivement instaurée entre le PAM et les ONG en Angola qu'il restait encore à faire dans ce domaine; en outre, cette évaluation a permis de tirer un certain nombre d'enseignements pour la collaboration future entre institutions dans le cadre des opérations d'urgence et de relèvement. En particulier, il a été recommandé que les organismes de secours établissent des critères communs d'évaluation des besoins ainsi que des méthodes et des indicateurs communs pour faciliter le suivi des progrès accomplis et des résultats obtenus. Il a également été recommandé lors de cette évaluation de resserrer la collaboration afin de pouvoir, en comprenant mieux les populations cibles et leur situation économique et sociale, élaborer des critères communs pour le ciblage des activités. En outre, il a été souligné qu'il fallait coordonner la planification à plus grand terme,



notamment en définissant clairement les plans et les objectifs à long terme, les responsabilités et la durée prévue des activités de chaque organisme. A la suite de cette évaluation, le PAM a préparé un schéma de stratégie pour l'Angola qui a fait l'objet de discussions approfondies avec ses partenaires.

RESSOURCES

Allocation des ressources

93. Le 1er janvier 1996, le PAM a introduit à titre expérimental un nouveau modèle d'allocation des ressources fondé sur le principe de recouvrement intégral des coûts, de transparence et de renforcement de l'obligation redditionnelle. Les nouvelles procédures d'allocation des ressources ont dans l'ensemble eu un impact généralement positif, et la mobilisation, la gestion et l'utilisation des ressources sont désormais plus claires et mieux coordonnées. Un certain nombre de questions ont cependant été soulevées en ce qui concerne le niveau des coûts de soutien indirects.
94. En décomposant les contributions des donateurs en éléments bien précis représentant tous les différents coûts d'une opération donnée, le PAM a pu mieux rendre compte aux donateurs de l'utilisation de leurs contributions. Toutefois, cela a aussi considérablement alourdi le travail du personnel du PAM, particulièrement pour ce qui est de la préparation des propositions à soumettre aux donateurs et, par la suite, de l'enregistrement des annonces de contributions. Pendant l'année, il a été mis au point des processus intégrés d'enregistrement et d'allocation des ressources, ce qui a permis de rassembler dans un tableau global toutes les catégories de programmes. Ce nouveau système permet de suivre plus facilement le montant des contributions et d'identifier les domaines dans lesquels elles restent insuffisantes. L'étape suivante consistera à élaborer une approche encore plus globale de la programmation et de la gestion des ressources.
95. La mise en oeuvre en 1996 du système de consultations trimestrielles sur les ressources, jointe aux réunions qui ont eu lieu avec des représentants des donateurs aussi bien à Rome que dans leurs différentes capitales, a permis d'identifier régulièrement les opérations pour lesquelles le financement demeurerait insuffisant et de répondre aux demandes de renseignements des donateurs concernant les activités réalisées.
96. Le PAM a également amélioré son système de rapports opérationnels et des rapports de situation périodiques sont établis pour les principales opérations de secours, notamment celles qui sont menées dans la région des Grands Lacs africains, dans la région du Libéria, dans l'ex-Yougoslavie, en Afghanistan et dans la Communauté des Etats indépendants.
97. En 1996, le PAM s'est également élaboré à mettre au point des systèmes cohérents et efficaces de gestion de la filière d'activités. Pour être des outils de gestion efficace, ces systèmes doivent permettre de contrôler au moyen de procédures normalisées les approvisionnements alimentaires disponibles et la demande prévisible. Il faut, pour chaque opération sur le terrain, rassembler régulièrement des données sur le nombre de bénéficiaires desservis, le volume effectif de produits distribués et le niveau des stocks se trouvant dans le pays. Ces données doivent être ensuite rapprochées à celles que tient le siège concernant la mobilisation, les engagements et les allocations de ressources, les achats et la logistique. Des systèmes améliorés de gestion de la filière d'activités ont été introduits dans le cadre d'opérations spécifiques, notamment celles qui sont organisées dans l'ex-Yougoslavie et dans la région des Grands Lacs africains, ainsi que dans plusieurs



pays comme l’Ethiopie, le Kenya et le Soudan. Les résultats que donneront ces systèmes expérimentaux seront évalués et les modifications requises leur seront apportées avant d’être introduits dans d’autres opérations.

98. Les travaux ont avancé aussi en 1996 sur l’élaboration d’un système normalisé de suivi des produits qui puissent être utilisés pour toutes les opérations du PAM dans le monde entier. L’opération dans la région des Grands Lacs africains a porté la preuve de l’utilité du système de suivi des produits appliqué par le Centre conjoint de logistique. Etant mieux à même de suivre l’écoulement des produits, le PAM a pu rapidement prendre les décisions tactiques nécessaires, par exemple en détournant des camions ou des expéditions en fonction de l’évolution de la situation.

Réserve alimentaire internationale d’urgence (RAIU)

99. En 1996, les donateurs ont versé à la RAIU, qui est la catégorie d’activités la plus importante du PAM, pour 629 millions de dollars de contributions, soit l’équivalent de 1 048 000 tonnes de produits. Sur ce montant, 327 millions de dollars ou 52 pour cent ont été engagés pour l’achat de produits alimentaires, 209 millions de dollars ou 33 pour cent pour couvrir les coûts de transport et 93 millions de dollars ou 15 pour cent au titre des coûts d’appui directs et indirects.
100. La plupart des ressources ont été mises à disposition par les donateurs en réponse à des appels spécifiques. Moins de 10 pour cent des contributions à la RAIU ont été véritablement multilatérales et fournies par avance. De ce fait, la capacité du PAM de réagir rapidement et sagement s’en est trouvée limitée. Le fait qu’il n’est pas versé par avance de ressources non liées à la RAIU allonge inévitablement les délais de livraison aux populations affectées, les appels n’étant pas immédiatement suivis d’effets.
101. Du fait de la proportion élevée représentée par les contributions affectées à des fins spécifiques, les ressources disponibles pour des opérations d’urgence de moindre envergure (les urgences “muettes”) et des opérations coûteuses ou politiquement délicates ont été insuffisantes.

Compte d’intervention immédiate (CII)

102. Le CII est un mécanisme multilatéral d’intervention rapide qui permet au PAM d’agir sans tarder pour faire face à une nouvelle situation d’urgence ainsi que d’éviter de sérieuses interruptions dans l’acheminement des secours destinés à des opérations en cours. Ce fonds en espèces a pour but de réduire les délais de livraison des vivres à distribuer aux populations affectées par de nouvelles situations d’urgence. Le CII peut également être utilisé comme fonds renouvelable pour acheter des denrées alimentaires aux plans local et régional en attendant que les donateurs versent les ressources annoncées à la suite des appels lancés.
103. L’objectif minimum fixé pour le CII était initialement de 30 millions de dollars, soit 20 pour cent de la valeur de la RAIU, montant déterminé par le Conseil d’administration du PAM comme étant le minimum requis. En 1996, cet objectif a été porté à 35 millions de dollars, dont cinq millions de dollars doivent être utilisés pour l’achat de secours d’urgence non alimentaires.
104. Les donateurs sont censés contribuer chaque année à la reconstitution du CII pour que le montant total des ressources disponibles soit ramené à 35 millions de dollars au début de chaque exercice.



105. En 1996, les contributions au CII se sont montées au total à 19,2 millions de dollars et 5,6 millions de dollars ont été remboursés à des opérations d'urgence au titre des allocations de 1995.
106. Les montants alloués au titre du CII en 1996 ont représenté 19,1 millions de dollars, dont une partie doit être remboursée. Le CII a fourni un financement anticipé pour les opérations de secours dans la région des Grands Lacs africains, à Cuba, en Iraq, en République centrafricaine, au Soudan et au Zaïre, entre autres. Les allocations au titre du CII pour les activités en Ethiopie, au Laos, au Mozambique et au Viet Nam ont par la suite été remboursées lorsque les contributions spécifiquement destinées à ces opérations ont été confirmées. A la fin de l'année, le solde total du CII était de 15,8 millions de dollars.

Interventions prolongées de secours (IPS)

107. En 1996, le PAM a reçu les contributions de 580 494 tonnes de produits, d'une valeur de 342 millions de dollars, aux fins de ses interventions prolongées de secours; les contributions se décomposent comme suit: 55 pour cent pour les produits alimentaires, 32 pour cent pour les frais de transport international et interne, manutention et entreposage, 6,5 pour cent pour les coûts de soutien directs et 6,5 pour cent également pour les coûts de soutien indirects. Les contributions des donateurs ont été particulièrement généreuses pendant le second semestre de l'année; plus de la moitié des contributions reçues pendant cette période ont été versées en espèces, ce qui a permis au PAM d'acheter les vivres nécessaires localement ou dans la région des opérations. De ce fait, les délais de fourniture de secours aux bénéficiaires ont pu être considérablement réduits.
108. Plus de la moitié des contributions aux interventions prolongées de secours ont été des contributions multilatérales à des fins spécifiques. De ce fait, les contributions ont tendu à être excessives pour les opérations à haute visibilité, mais insuffisantes dans d'autres cas. Une aussi forte proportion de contributions multilatérales à des fins spécifiques ont beaucoup compliqué le processus de programmation.

Opérations spéciales (OS)

109. En tout, 16 donateurs ont versé en 1996 pour 31,9 millions de dollars de contributions aux opérations spéciales du PAM, soit près de 80 pour cent des ressources nécessaires, ou 40,2 millions de dollars. Plus du quart de ces fonds a été consacré aux opérations dans la région des Grands Lacs africains.



LIVRAISONS DU PAM POUR DES OPERATIONS D'URGENCE EN 1996

Algérie 5788 - "Aide alimentaire d'urgence aux réfugiés maliens dans le sud de l'Algérie"

Bénéficiaires prévus	6 000	Livraisons totales en 1996	232 tonnes
Durée actuelle	huit mois	Valeur totale des livraisons en 1996	135 846 dollars
Date de la première approbation	31.10.96		

Le PAM fournit une ration de base à 6 000 réfugiés qui vivent dans deux camps, et distribue également une enveloppe de vivres devant durer les trois premiers mois suivant la réinstallation afin d'encourager le rapatriement de 4 000 réfugiés touaregs au Mali.

Angola 5298 (Elarg. 1 et 2) - "Assistance aux personnes déplacées et aux personnes affectées par la guerre"

Bénéficiaires prévus	1 345 000	Livraisons totales en 1996	24 241 tonnes
Durée actuelle	huit mois	Valeur totale des livraisons en 1996	15 609 060 dollars
Date de la première approbation	10.1.94		

Bien que le processus de paix se poursuive, des troubles civils sporadiques, des déplacements de population et des millions de mines antipersonnel continuent de limiter la production vivrière en Angola. Le PAM fournit des secours d'urgence à 1 345 000 personnes vulnérables en attendant le début de l'opération prolongée. Le gouvernement encourage, dans tous les cas où cela est possible, des activités de reconstruction vivres-contre-travail.

Angola 5698 - "Assistance à la démobilisation des militaires"

Bénéficiaire prévus	255 000	Livraisons totales en 1996	20 918 tonnes
Durée actuelle	10 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	11 652 122 dollars
Date de la première approbation	11.8.95		

La démobilisation des anciens combattants et leur réinsertion dans la vie civile sont des éléments déterminants pour le succès du processus de paix dans son ensemble. Les bénéficiaires de l'opération sont 75 000 militaires de l'UNITA cantonnés dans leur quartiers



et leurs familiers. Chaque famille reçoit une enveloppe de vivres pour une durée de trois mois, ainsi que des semences, des outils, des ustensiles de cuisine, des couvertures et une somme en argent liquide pour aider à se réinstaller après avoir quitté les quartiers militaires.

Arménie 5301 (Elarg. 1 et 2) - "Aide alimentaire d'urgence aux réfugiés, aux personnes déplacées dans le pays et aux groupes vulnérables"

Bénéficiaires prévus	250 000	Livraisons totales en 1996	7 263 tonnes
Durée actuelle	10 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	3 471 943 dollars
Date de première approbation	3.2.95		

Les cinq années de conflit au sujet du Haut-Karabakh, l'éclatement des liens qui reliaient le pays à l'économie soviétique et le blocus imposé par l'Azerbaïdjan et la Turquie ont été pour la population arménienne une source de sérieuses difficultés. Le conflit a forcé les centaines de milliers d'Arméniens de souche en Azerbaïdjan à chercher refuge en Arménie. Le chômage et l'hyper-inflation ont érodé le pouvoir d'achat de la population. Le PAM fournit des rations aux réfugiés et aux personnes déplacées ainsi qu'aux personnes vulnérables dans les régions qui jouxtent l'Azerbaïdjan et dans les zones secouées par les tremblements de terre, essentiellement aux retraités, aux familles uniparentales, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes. Dans le cadre d'activités vivres-contre-travail, des rations sont distribuées à 40 000 personnes aptes au travail mais au chômage qui s'occupent de la réparation des édifices publics et des routes, du ramassage des ordures, de la remise en état des canalisations d'approvisionnement en eau, d'évacuation des eaux usées et de chauffage, des usines et des canaux d'irrigation et de drainage, de la construction de mini-centrales et de reboisement. En outre, des cantines populaires servent un repas chaud par jour à 10 000 nécessiteux de 15 grandes villes.

Azerbaïdjan 5302 (Elarg.1) - "Secours alimentaire d'urgence aux personnes déplacées à l'intérieur du territoire et aux autres groupes vulnérables"

Bénéficiaires prévus	447 000	Livraisons totales en 1996	8 015 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	3 795 981 dollars
Date de la première approbation	3.2.95		

Du fait du conflit au Haut-Karabakh, un cinquième de la superficie de l'Azerbaïdjan a été occupée et un million de personnes ont été déplacées de leurs foyers. Le conflit a ébranlé l'économie et les approvisionnements alimentaires en perturbant le commerce et en réduisant la superficie des terres cultivées et l'élevage. L'hyper-inflation - plus de 1 000 pour cent par an - a érodé le pouvoir d'achat des populations qui gagnent un revenu moyen. L'on estime que 60 pour cent de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Dans le cadre de l'appel unifié interinstitutions des Nations Unies pour le Caucase, le PAM distribue des rations complémentaires aux personnes déplacées dans le pays, aux victimes de Tchernobyl, aux



malades des hôpitaux et aux enfants qui vivent en établissements afin de prévenir la malnutrition parmi les secteurs les plus vulnérables de la population Azeri.

Bénin 5252 (Elarg. 2 et 3) - "Assistance aux réfugiés togolais"

Bénéficiaires prévus	60 000	Livraisons totales en 1996	1 930 tonnes
Durée actuelle	29 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	721 931 dollars
Date de la première approbation	30.12.93		

Les réfugiés du Togo vivent au Bénin depuis 1992. En attendant le règlement de la situation politique au Togo, le PAM fournira une aide aux réfugiés jusqu'à ce que le rapatriement soit possible.

Erythrée 5726 - "Aide alimentaire d'urgence aux rapatriés érythréens du Soudan"

Bénéficiaires prévus	100 000	Livraisons totales en 1996	212 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	242 162 dollars
Date de la première approbation	20.12.95		

Dans le cadre du programme national de relance et de relèvement élaboré par le Gouvernement de l'Erythrée, une assistance alimentaire est fournie pour le rapatriement et la réinsertion économique des Erythréens qui avaient fui au Soudan. Les rapatriés reçoivent une aide alimentaire pour qu'ils puissent se nourrir jusqu'à la première récolte, pendant qu'ils travaillent la terre ou en attendant qu'ils trouvent d'autres moyens de subvenir à leurs besoins. Chaque famille de rapatriés reçoit deux hectares de terres et des intrants agricoles (outils, semences et premiers services de labourage) et elle est aidée à construire un abri permanent au moyen de techniques faisant aussi peu appel que possible au bois afin de minimiser la dégradation de l'environnement.

Ethiopie 5635 - "Aide alimentaire d'urgence aux victimes des mauvaises récoltes"

Bénéficiaires prévus	700 000	Livraisons totales en 1996	2 710 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	2 828 822 dollars
Date de la première approbation	12.5.95		

L'insuffisance des précipitations et les dommages causés par les ravageurs pendant deux années consécutives se sont traduits par une sérieuse pénurie alimentaire dans le Tigré,



le Wolle et l'est Hararghe, régions où les exploitations sont très exiguës et où l'accès aux marchés est très difficile. Les populations ont dû vendre leur bétail et leurs autres avoirs pour se nourrir, et la sécurité alimentaire à long terme des ménages est menacée. Conformément à la politique nationale de lutte contre les effets des catastrophes, les secours sont attribués principalement dans le cadre d'activités vivres-contre-travail, les vivres n'étant distribués gratuitement qu'aux groupes vulnérables incapables de travailler. Les activités vivres-contre-travail créent des avoirs productifs et des ouvrages infrastructure comme ouvrages de conservation des sols et des eaux, routes, dispensaires et écoles, qui mettent les collectivités locales mieux à même faire face à d'éventuelles pénuries de vivres à l'avenir. Les communautés participent directement à la sélection des bénéficiaires devant recevoir des secours ainsi qu'à la préparation et à l'exécution des projets.

Ethiopie 5764 - "Aide alimentaire de secours dans les régions à grave déficit vivrier"

Bénéficiaires prévus	550 000	Livraisons totales en 1996	3 567 tonnes
Durée actuelle	19 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	2 000 480 dollars
Date de la première approbation	17.4.96		

Des vivres sont distribués aux personnes qui ont faim par suite des mauvaises récoltes dans les régions où les déficits vivriers sont chroniques; huit pour cent des bénéficiaires reçoit une aide dans le cadre de programmes de création d'emploi, conformément à la politique du gouvernement. Des vivres sont distribués gratuitement au reste.

Gaza Rive occidentale 5585 - "Secours aux victimes des conflits dans la bande de Gaza et à Jericho"

Bénéficiaires prévus	35 750	Livraisons totales en 1996	1 087 tonnes
Durée actuelle	neuf mois	Valeur totale des livraisons en 1996	472 725 dollars
Date de la première approbation	20.3.95		

La fermeture de la frontière avec l'Israël a coupé nombre de travailleurs de leur seule source de revenu. Cette opération aide à entretenir l'élan du processus de paix à une période pendant laquelle la capacité de l'Autorité palestinienne de fournir des services sociaux est limitée. Les secours alimentaires sont axés sur les ménages les plus nécessiteux et seront suivis d'activités de relèvement vivres-contre-travail qui auront pour but de créer des emplois.



Géorgie 5315 (Elarg. 1 et 2) - "Aide alimentaire d'urgence aux personnes déplacées à l'intérieur du territoire et aux autres groupes vulnérables"

Bénéficiaires prévus	300 000	Livraisons totales en 1996	10 880 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	4 154 556 dollars
Date de la première approbation	19.8.94		

Conformément à l'appel unifié interinstitutions des Nations Unies pour le Caucase, le PAM distribue des rations aux personnes déplacées dans le pays et aux autres groupes vulnérables comme retraités, invalides, orphelins, ménages dirigés par des femmes et personnes sans ressources.

Opération dans la région des Grands Lacs africains (y compris, Burundi, Rwanda, Tanzanie et Zaïre) - Voir la section concernant l'opération régionale Rwanda 5624 (et Elarg.1).

Haïti 5010 (Elarg.2) - "Rapatriés et groupes vulnérables"

Bénéficiaires prévus	100 000	Livraisons totales en 1996	4 000 tonnes
Durée actuelle	24 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	1 388 560 dollars
Date de la première approbation	11.8.94		

L'instabilité politique et économique a continué d'exacerber les difficultés auxquelles la population haïtienne est confrontée. L'on estime que, dans le nord ouest du pays, le pourcentage d'enfants qui souffrent de malnutrition grave et modérée atteint 12 et 15 pour cent respectivement. Cela étant, le PAM fournit une aide alimentaire aux groupes vulnérables par l'entremise d'ONG, soit sous forme de création de rations soit au moyen d'aliments préparés et servis par les centres de santé.

Haïti 5539 - "Alimentation supplémentaire d'urgence pour les enfants d'âge préscolaire"

Bénéficiaires prévus	20 000	Livraisons totales en 1996	520 tonnes
Durée actuelle	18 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	241 800 dollars
Date de la première approbation	3.9.94		

Le PAM fournit une alimentation aux enfants mal nourris de plus de deux ans qui n'ont pas encore l'âge de fréquenter l'école, âge qui a été parmi les plus durement touchés par la crise économique en Haïti, plus de 50 pour cent d'entre eux faisaient apparaître des symptômes de malnutrition. L'aide alimentaire est utilisée pour la production locale d'aliments préparés qui



sont ensuite distribués aux mères par l'entremise des centres de santé. Les distributions, qui sont accompagnées d'un suivi attentif de l'état nutritionnel des bénéficiaires, sont menées par l'intermédiaire d'une organisation-cadre de 12 ONG et du projet de soins de santé primaires de l'UNICEF.

Iraq 5311 (Elarg. 3 et 4) - "Aide alimentaire aux sans ressources et aux personnes vulnérables"

Bénéficiaires prévus	2 151 000	Livraisons totales en 1996	86 884 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	38 523 443 dollars
Date de première approbation	31.3.95		

Après la guerre dans le Golfe, les conditions de vie en Iraq se sont dégradées. L'inflation, la réduction des rations alimentaires et l'effondrement des revenus ont réduit l'accès à l'alimentation et, de ce fait, la situation nutritionnelle s'est détériorée de façon marquée. En attendant que les dispositions concernant l'application de la résolution 896 du Conseil de sécurité soient arrêtées, le PAM fournit une aide d'urgence aux ménages pauvres des zones urbaines (principalement dirigés par des femmes), aux enfants souffrant de malnutrition, aux femmes enceintes et mères allaitantes, aux familles sans ressources, aux malades des hôpitaux et des hospices, aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux rapatriés.

Corée, RPD 5710 (et Elarg.1) - "Aide alimentaire aux victimes des crues et aux enfants de moins de cinq ans"

Bénéficiaires prévus	1 575 000	Livraisons totales en 1996	60 009 tonnes
Durée actuelle	10 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	21 488 728 dollars
Date de première approbation	6.10.95		

Des pluies exceptionnellement abondantes en juillet-août 1995 ont entraîné des inondations qui ont sinistré 75 pour cent du pays et déplacé quelque 500 000 personnes dont les foyers ont été détruits. En outre, les inondations ont sérieusement endommagé les terres agricoles et l'infrastructure. Le PAM fournit une assistance aux personnes les plus gravement sinistrées par les inondations ainsi qu'aux enfants de moins de cinq ans et aux agriculteurs pauvres et à leurs familles au moyen d'activités vivres-contre-travail de remise en état des terres.



Laos 5725 - "Aide alimentaire aux victimes des inondations"

Bénéficiaires prévus	150 000	Livraisons totales en 1996	10 585 tonnes
Durée actuelle	neuf mois	Valeur totale des livraisons en 1996	3 698 047 dollars
Date de la première approbation	13.12.95		

A la mi-1995, de fortes pluies et deux ouragans ont entraîné de sérieuses inondations dans le centre et le sud du Laos qui ont rendu les cultures impossibles sur 62 000 hectares de terre environ. Comme, dans certaines régions, c'était la deuxième année consécutive d'inondations, une partie des populations ont épuisé leurs réserves de vivres. En tous les cas où cela sera possible, les bénéficiaires des secours seront encouragés à rembourser le riz fourni par le PAM aux banques de céréales qui ont été créées et qui sont gérées par les communautés locales pour améliorer la sécurité alimentaire au niveau des villages.

Lesotho 5640 - "Assistance aux victimes de la sécheresse"

Bénéficiaires prévus	185 000	Livraisons totales en 1996	4 983 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	1 339 475 dollars
Date de la première approbation	30.4.95		

Les précipitations étant arrivées trop tard, 50 pour cent seulement des superficies normalement cultivées ont étéensemencées et la production céréalière totale a à peine dépassé le tiers de la moyenne des cinq années précédentes. Les populations les plus sérieusement touchées ont été les familles rurales du sud du pays, dont l'alimentation est pour une large part tributaire de la production propre.

Malawi 5498 - "Assistance aux victimes de la sécheresse"

Bénéficiaires prévus	1 700 000	Livraisons totales en 1996	5 503 tonnes
Durée actuelle	sept mois	Valeur totale des livraisons en 1996	1 689 360 dollars
Date de la première approbation	28.6.94		

En 1993, le Malawi a été affecté par une sévère sécheresse qui a sérieusement réduit la production de maïs des petits exploitants et qui s'est traduite par une réduction massive de la production céréalière. Des secours ont dû être fournis à plus d'un million de personnes n'ayant pas de nourriture suffisante dans huit régions rurales. Une assistance limitée a été fournie aussi pour appuyer les programmes d'alimentation supplémentaire réalisés par des ONG dans le cadre des centres de FMI et d'amélioration de la nutrition.

Malawi 5639 - "Assistance aux victimes de la sécheresse"



Bénéficiaires prévus	370 000	Livraisons totales en 1996	12 321 tonnes
Durée actuelle	14 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	4 154 291 dollars
Date de la première approbation	30.4.95		

Les précipitations tardives et erratiques qui ont caractérisé l'année 1994 ont retardé les plantations dans de vastes régions du pays. De ce fait, les récoltes ont été médiocres et la production a été insuffisante pour satisfaire les besoins essentiels des petits agriculteurs de subsistance, qui représentent plus de la moitié du total des ménages d'agriculteurs

Mozambique 5638 - "Assistance aux victimes de la sécheresse"

Bénéficiaires prévus	300 000	Livraisons totales en 1996	28 139 tonnes
Durée actuelle	14 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	10 272 967 dollars
Date de la première approbation	30.4.95		

Le PAM fournit des secours aux personnes affectées par la sécheresse, y compris les personnes déplacées et les rapatriés réinstallés qui n'ont pas pu, du fait de la sécheresse, revenir à un niveau de production suffisant pour couvrir leurs besoins.

Mozambique 5770 - "Aide alimentaire aux victimes des crues, aux rapatriés et aux personnes précédemment déplacées"

Bénéficiaires prévus	162 600	Livraisons totales en 1996	4 516 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	903 220 dollars
Date de la première approbation	19.7.96		

Le PAM fournit une assistance aux personnes sinistrées par les inondations du début de 1996, qui ont gravement endommagé les récoltes, particulièrement dans plusieurs des principales vallées des provinces du sud et du centre du pays. Il aide également les rapatriés et les personnes précédemment déplacées dont les récoltes n'ont pas été suffisantes, en 1996, pour qu'ils puissent subvenir à leurs propres besoins.



Fédération de Russie 5665 (Elarg. 1) - "Aide alimentaire d'urgence aux personnes déplacées de Tchétchénie"

Bénéficiaires prévus	91 500	Livraisons totales en 1996	6 210 tonnes
Durée actuelle	10 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	2 773 400 dollars
Date de la première approbation	30.6.96		

Le conflit en Tchétchénie a poussé d'innombrables réfugiés à chercher asile dans les régions voisines. Ces républiques sont parmi les régions les plus pauvres de la Fédération de Russie: l'économie et l'infrastructure y sont rudimentaires et les taux de chômage élevés. Les dégâts résultant du conflit et une hausse spectaculaire des prix des denrées alimentaires limitent l'accès à la nourriture. Dans le cadre de l'Appel unifié interinstitutions des Nations Unies qui a été lancé à nouveau en 1996 à l'intention des personnes déplacées par suite de la situation d'urgence en Tchétchénie, le PAM fournit des rations supplémentaires aux personnes déplacées qui en ont le plus besoin.

Opération régionale au Rwanda 5624 (et Elarg. 1) "Aide alimentaire aux victimes de l'urgence régionale au Rwanda/Burundi" (appelée "Opérations dans la région des Grands Lacs africains" dans le corps même du rapport)

Bénéficiaires prévus	2 330 000	Livraisons totales en 1996	265 608 tonnes
Durée actuelle	neuf mois	Valeur totale des livraisons en 1996	143 607 992 dollars
Date de la première approbation	10.3.95		

Le génocide qui a eu lieu en 1994 au Rwanda ainsi que la persistance des tensions ethniques et de la violence au Burundi ont amené des déplacements massifs de populations ou ont créé d'innombrables réfugiés au Rwanda, au Burundi, au Zaïre et en Tanzanie. Aussi le PAM s'emploie-t-il à secourir les réfugiés en Tanzanie et au Zaïre et les personnes déplacées au Burundi, le PAM veille également à appuyer la première étape des programmes de relèvement au Rwanda. Le caractère régional de ce projet permet au PAM d'allouer librement les contributions des donateurs à n'importe quel pays de la région. Ainsi, il peut réagir rapidement en fonction des déplacements de populations à travers des frontières.



Sierra Leone 5767 - "Aide alimentaires de secours aux populations déplacées à l'intérieur de la Sierra Leone"

Bénéficiaires prévus	609 000	Livraisons totales en 1996	23 447 tonnes
Durée actuelle	neuf mois	Valeur totale des livraisons en 1996	11 504 825 dollars
Date de la première approbation	18.3.96		

La guerre civile qui a éclaté en Sierra Leone en 1991 s'est intensifiée en 1995, ce qui a eu de très sérieuses conséquences sur la production agricole et minérale du pays. Beaucoup des personnes déplacées, dont le nombre est estimé à 1,6 million, ont besoin de secours humanitaires; d'autres sont secourues par les collectivités locales, mais à un coût considérable, ces dernières n'ayant que des ressources limitées. La situation nutritionnelle des personnes déplacées s'est dégradée en raison des nouveaux déplacements et de l'érosion des mécanismes traditionnels de survie dans les régions urbaines surpeuplées, où l'eau et les services d'assainissement et de santé font souvent défaut.

Somalie 5036 (Elarg. 4) - "Aide alimentaire à l'appui des activités de relèvement d'urgence et de reconstruction"

Bénéficiaires prévus	533 000	Livraisons totales en 1996	9 885 tonnes
Durée actuelle	24 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	4 633 639 dollars
Date de la première approbation	30.12.94		

Ce projet a pour objet de faciliter le retour d'un grand nombre de personnes déplacées et de réfugiés en attribuant des rations aux rapatriés et en appuyant les projets communautaires de réinsertion. Il tend également à renforcer la sécurité alimentaire des groupes les plus vulnérables au moyen de distribution de rations, d'activités vivres-contre-travail et d'incitations sous forme de vivres ou d'espèces pour des activités de nature à améliorer la sécurité alimentaire au niveau des collectivités ou des ménages.

Soudan 5016 (Elarg. 1 et 2) - "Secours d'urgence et relèvement"

Bénéficiaires prévus	1 500 000	Livraisons totales en 1996	7 885 tonnes
Durée actuelle	30 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	5 342 871 dollars
Date de la première approbation	29.3.93		

Des précipitations erratiques et insuffisantes, les dommages causés par les ravageurs et les perturbations de l'activité agricole entraînées par la guerre civile ont causé de graves pénuries vivrières, particulièrement dans le sud du pays. Les ONG s'occupent de distribuer l'aide alimentaire. L'insécurité a souvent entravé les opérations de secours.



Swaziland 5671 - "Assistance aux victimes de la sécheresse"

Bénéficiaires prévus	90 000	Livraisons totales en 1996	6 597 tonnes
Durée actuelle	huit mois	Valeur totale des livraisons en 1996	2 362 102 dollars
Date de la première approbation	7.6.95		

En 1994, l'aide alimentaire d'urgence distribuée dans le cadre du programme de secours aux victimes de la sécheresse a commencé à revêtir la forme d'activités vivres-contre-travail. Le gouvernement est nettement favorable à la distribution de secours alimentaires en contrepartie d'une participation de tous les ménages dont un membre au moins est apte au travail aux activités communautaires auto-assistées vivres-contre-travail dans les régions les plus durement touchées par la sécheresse. L'on s'emploie, pour leur permettre de sortir du cycle de pénurie vivrière causée par la sécheresse, à mettre en valeur des ressources hydrauliques à la fois pour l'irrigation et pour l'approvisionnement en eau potable, la conservation des sols et le renforcement de l'infrastructure de services sociaux et d'assainissement.

Tadjikistan 5253 (Elarg. 1 et 2) - "Aide alimentaire d'urgence aux groupes vulnérables"

Bénéficiaires prévus	400 000	Livraisons totales en 1996	20 642 tonnes
12 mois	huit mois	Valeur totale des livraisons en 1996	9 848 207 dollars
Date de la première approbation	3.6.94		

Le PAM fournit des secours alimentaires aux retraités âgés, aux veuves de guerre ayant des enfants à charge, aux ménages dirigés par des femmes, aux orphelins et aux handicapés ou invalides, particulièrement dans le sud-ouest du pays, où se trouve une proportion relativement élevée de femmes affectées par la guerre. Le PAM a l'intention d'introduire des activités vivres-contre-travail tendant à améliorer durablement la sécurité alimentaire des ménages en leur donnant plus largement accès à la terre, l'intention étant de réduire ainsi progressivement la nécessité des distributions de secours.



Togo 5440 (Elarg. 1) - "Assistance aux réfugiés ghanéens"

Bénéficiaires prévus	5 600	Livraisons totales en 1996	460 tonnes
Durée actuelle	26 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	171 820 dollars
Date de la première approbation	25.8.94		

Les conflits ethniques qui ont éclaté au Ghana en 1994 ont poussé des milliers de réfugiés dans les pays voisins. Ces réfugiés, pour la plupart des femmes et des enfants, se sont dispersés chez des amis ou des parents ou ont campé en plein air. Les secours du PAM sont distribués par des ONG sous la supervision du HCR.

Viet Nam 5669 - "Assistance aux Vietnamiens de souche réfugiés du Cambodge"

Bénéficiaires prévus	10 000	Livraisons totales en 1996	722 tonnes
Durée actuelle	neuf mois	Valeur totale des livraisons en 1996	232 808 dollars
Date de la première approbation	30.5.95		

L'escalade de la violence contre les Vietnamiens de souche ainsi que les incertitudes créées par la nouvelle loi cambodgienne sur l'immigration, ont entraîné en 1994 un autre exode du Cambodge. La situation nutritionnelle des réfugiés est précaire et la capacité des populations et des autorités locales de les secourir est limitée. La situation a également été exacerbé par les pertes et les dommages que les inondations ont causés aux récoltes dans les provinces méridionales.

Yémen 4954 (Elarg. 2) - "Assistance aux réfugiés de Somalie"

Bénéficiaires prévus	14 300	Livraisons totales en 1996	595 tonnes
Durée actuelle	21 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	256 802 dollars
Date de première approbation	29.3.94		

Du fait de la persistance de l'instabilité dans la Corne de l'Afrique, particulièrement en Somalie, le PAM fournit des secours aux réfugiés de Somalie et d'Ethiopie installés au Yémen depuis 1992. Bien que les réfugiés éthiopiens aient pu regagner leurs foyers lorsque la situation dans le pays s'est améliorée, les réfugiés de Somalie continuent d'avoir besoin d'aide.



Ex-Yougoslavie 5142 (Elarg. 2, 3 et 4) - "Aide alimentaire d'urgence aux rapatriés, aux réfugiés, aux personnes déplacées et aux autres populations affectées par la guerre en Bosnie-Herzégovine, en Croatie, en République fédérative de Yougoslavie et dans l'Ex-République yougoslave de Macédoine"

Bénéficiaires prévus	2 245 800	Livraisons totales en 1996	229 527 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	123 437 547 dollars
Date de la première approbation	8.6.94		

Le nombre de réfugiés, de personnes déplacées et de populations affectées par la guerre demeure considérable. La situation économique s'est nettement dégradée par suite des conflits, des déplacements de populations, des sanctions économiques et de la perturbation de l'activité agricole et commerciale. Le PAM fournit une assistance aux personnes qui vivent en établissement, comme hôpitaux et orphelinats, aux minorités ethniques vulnérables et aux personnes âgées nécessiteuses, aux personnes qui vivent dans des enclaves et qui n'ont guère accès aux terres agricoles ou aux approvisionnements commerciaux, aux habitants de Sarajevo, aux personnes déplacées et aux citoyens qui sont au chômage ou dont les gains ont été réduits par la guerre. En Bosnie-Herzégovine, les différentes catégories de bénéficiaires ont été redéfinies en fonction de leurs besoins et de leur vulnérabilité.

Zaire 5048 (Elarg. 2) - "Assistance aux groupes vulnérables à Kinshasa"

Bénéficiaires prévus	30 000	Livraisons totales en 1996	1 486 tonnes
Durée actuelle	six mois	Valeur totale des livraisons en 1996	439 561 dollars
Date de la première approbation	9.6.94		

Une grave crise économique affecte une large part de la population urbaine de Kinshasa depuis les troubles sociaux de 1991. Pour l'essentiel, l'activité économique s'y est effondrée et il est difficile de se procurer des articles essentiels, et notamment des aliments. L'état de santé et la situation nutritionnelle des groupes les plus vulnérables de la population ne cessent de se dégrader.



Zaire 5742 - "Réfugiés soudanais dans le Haut-Zaire"

Bénéficiaires prévus	17 800	Livraisons totales en 1996	159 tonnes
Durée actuelle	six mois	Valeur totale des livraisons en 1996	179 689 dollars
Date de la première approbation	29.3.96		

En 1995, la recrudescence de la violence dans le sud du Soudan a causé au Zaïre un nouvel afflux de réfugiés qui ont besoin d'une assistance alimentaire du PAM.

Zambie 5637 - "Assistance aux victimes de la sécheresse"

Bénéficiaires prévus	370 000	Livraisons totales en 1996	13 746 tonnes
Durée actuelle	six mois	Valeur totale des livraisons en 1996	5 635 778 dollars
Date de la première approbation	30.4.95		

Après trois mauvaises récoltes de céréales, les petits agriculteurs qui pratiquent une agriculture pluviale dans les régions où les précipitations sont faibles ou moyennes et qui sont extrêmement tributaires de leur propre production, ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence pour éviter qu'ils ne souffrent de malnutrition grave



LIVRAISONS DU PAM POUR DES INTERVENTIONS PROLONGEES DE SECOURS, 1996

Afghanistan 5086 (Elarg. 2 et 3) - "Secours et relèvement en Afghanistan"

Bénéficiaires prévus	1 600 000	Livraisons totales en 1996	102 868 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	37 137 439 dollars
Date de la première approbation	15.12.94		

En Afghanistan, l'assistance a pour but non plus tant de secourir et de nourrir les réfugiés afghans dans les pays voisins mais plutôt de promouvoir un rapatriement volontaire des réfugiés et leur réinsertion en Afghanistan au moyen d'activités vivres-contre-travail. Le PAM élimine progressivement les distributions générales de rations pour faire une place plus large aux programmes tendant à renforcer la sécurité des populations les plus vulnérables, pour la plupart des femmes et des enfants

Algérie 4155 (Elarg. 5 et 6) - "Aide alimentaire en faveur des groupes vulnérables de réfugiés sahraouis"

Bénéficiaires prévus	80 000	Livraisons totales en 1996	13 347 tonnes
Durée actuelle	18 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	6 911 222 dollars
Date de la première approbation	1.3.95		

A la suite du conflit qu'elle a connu au début des années 70, la région de Tindouf, dans le sud-ouest de l'Algérie, a dû accueillir un grand nombre de réfugiés en provenance du Sahara occidental. Installés dans une région désertique, ceux-ci ne peuvent survivre que grâce à l'assistance internationale, et spécialement à l'aide alimentaire. Le PAM distribue des rations de base aux ménages vulnérables qui vivent dans quatre camps; les rations distribuées sont intégrées aux distributions de vivres de source bilatérale acheminés par l'entremise du PAM et des ONG. Vingt pour cent de l'aide alimentaire du PAM est distribuée sous forme d'alimentation complémentaire dans les écoles primaires que fréquentent les enfants de réfugiés.



Angola 5602 - "Aide alimentaire aux personnes déplacées et aux personnes touchées par la guerre"

Bénéficiaires prévus	1 300 000	Livraisons totales en 1996	58 749 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	31 072 971 dollars
Date de la première approbation	17.11.95		

La sécurité s'étant améliorée et les déplacements étant devenus plus faciles après la signature du protocole de paix, en novembre 1994, les distributions générales de secours ont pu être réduites en faveur de programmes d'alimentation plus sélectifs et mieux ciblés. Cependant, la situation des approvisionnements alimentaires dans le pays demeure précaire, le nombre de personnes déplacées demeurant considérable. L'une des premières priorités consiste à reconstruire l'infrastructure et à remettre sur pied les services dans les secteurs des transports et de l'agriculture, sérieusement ébranlés, au moyen d'activités vivres-contre-travail. Le retour des personnes déplacées a été entravé par le fait que les abords des routes et des terres agricoles ont été minés. Le PAM fournit une assistance alimentaire limitée pour appuyer les activités de déminage.

Bangladesh 5329 (Elarg. 1) - "Aide alimentaire aux réfugiés Rohingyas du Myanmar"

Bénéficiaires prévus	200 000	Livraisons totales en 1996	6 832 tonnes
Durée actuelle	36 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	2 876 726 dollars
Date de la première approbation	28.10.93		

Le PAM fournit une assistance aux communautés Rohingyas du Myanmar réfugiées au Bangladesh depuis la mi-1992. Nombre de ces réfugiés ont été rapatriés, mais il en reste au Bangladesh un nombre considérable.

Burkina Faso 5702 - "Assistance aux Touaregs réfugiés au Burkina Faso"

Bénéficiaires prévus	33 000	Livraisons totales en 1996	3 706 tonnes
Durée actuelle	19 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	1 260 178 dollars
Date de la première approbation	25.9.95		

Depuis 1991, des milliers de Touaregs ont cherché refuge dans les provinces septentrionales du Burkina Faso, fuyant les hostilités entre les armées nationales et le mouvement touareg. Bien que les perspectives de retour au Mali des réfugiés se soient améliorées à la suite des efforts de réconciliation déployés par les autorités maliennes, le processus de rapatriement sera progressif. Le Gouvernement du Burkina Faso a lancé une campagne d'information afin



d'encourager les collectivités locales à accepter les réfugiés et il a mis des terres agricoles à la disposition de ces derniers. Pour des raisons culturelles, les vivres sont distribués aux hommes chefs de ménage, mais les membres du personnel d'encadrement s'efforcent de veiller à ce que les vivres parviennent à tous les bénéficiaires, spécialement aux femmes et aux enfants. Le PAM appuie également des activités génératrices de revenus à l'intention des femmes, notamment au moyen de prêts à l'élevage, en trouvant des débouchés pour les produits de l'artisanat, en créant des magasins coopératives de village et en organisant des activités d'apprentissage et d'alphabétisation.

Cambodge 5483 (Elarg.2) - "Programme de relèvement"

Bénéficiaires prévus	1 600 000	Livraisons totales en 1996	25 066 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	11 702 155 dollars
Date de la première approbation	17.11.95		

Depuis 1994, les opérations du PAM au Cambodge ont été réorientées pour aider les populations rurales pauvres au moyen de programmes de relèvement des villages sélectionnés en fonction des cartes de la pauvreté qui ont été établies. Le programme organisé comporte cinq volets: a) activités vivres-contre-travail tendant à développer l'infrastructure rurale et à créer des emplois; b) aide aux services sociaux fournis par le secteur public; c) formation professionnelle; d) appui aux banques de riz et aux banques de semences de riz; et e) fourniture de secours d'urgence aux personnes déplacées et aux communautés sinistrées par des catastrophes naturelles ou anthropiques. La réinsertion des rapatriés a été entravée par le fait que de vastes régions demeurent inaccessibles en raison de la présence de mines. La persistance des combats dans certaines régions oblige également le PAM à maintenir des moyens d'intervention d'urgence.

Djibouti 4960 (Elarg. 1 et 2) - "Aide alimentaire aux réfugiés éthiopiens et somalis"

Bénéficiaires prévus	40 000	Livraisons totales en 1996	1 280 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	721 105 dollars
Date de la première approbation	26.1.95		

Les conflits en Ethiopie et en Somalie ont entraîné des afflux de réfugiés en provenance de ces deux pays. La plupart des réfugiés éthiopiens ont été rapatriés, mais le PAM fournit une assistance aux rapatriés qui se trouvent encore à Djibouti en attendant leur retour dans leurs foyers. Les réfugiés sont installés dans des districts où aucune agriculture ni autre activité économique n'est possible, et leurs besoins essentiels ne peuvent être satisfaits que grâce à l'aide alimentaire du PAM. Celui-ci accorde une attention particulière aux besoins des femmes et des enfants. Du fait de problèmes nutritionnels chroniques, le programme d'alimentation complémentaire a dû être poursuivi.



Ethiopie 5241 (et Elarg. 1) - "Aide alimentaire en faveur des Somalis, Soudanais, Djiboutiens et Kényens réfugiés en Ethiopie et des rapatriés éthiopiens provenant de pays voisins"

Bénéficiaires prévus	419 850	Livraisons totales en 1996	71 378 tonnes
Durée actuelle	18 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	28 822 305 dollars
Date de la première approbation	4.6.93		

Les conflits civils, aggravés par différentes catastrophes naturelles, ont conduit un grand nombre de réfugiés de Somalie, du Soudan, de Djibouti et du Kenya à chercher asile en Ethiopie. Les missions d'évaluation qui se sont succédées ont peu à peu réduit le nombre de bénéficiaires et l'on étudie actuellement la possibilité de réduire ou de suspendre la distribution de rations dans les camps où une activité agricole est possible. Vu les problèmes nutritionnels saisonniers qui affectent périodiquement les réfugiés du Soudan et de Somalie, des programmes d'alimentation complémentaire et thérapeutique seront poursuivis. Les rapatriés en provenance du Kenya, du Soudan, de Djibouti, du Yémen et d'autres pays recevront à leur arrivée une aide visant à faciliter leur réinsertion, après quoi ils pourront, comme tout autre groupe menacé par la faim, recevoir des vivres en contrepartie d'un travail dans le cadre des programmes de création d'emplois visant à réduire la dépendance à l'égard des distributions gratuites de vivres.

Iran 4161 (Elarg. 3) - "Aide alimentaire en faveur des Iraquiens réfugiés en Iran"

Bénéficiaires prévus	55 000	Livraisons totales en 1996	5 555 tonnes
Durée actuelle	36 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	2 005 820 dollars
Date de la première approbation	20.9.93		

Le PAM distribue des vivres aux réfugiés qui se trouvent en Iran ainsi qu'à ceux qui ont regagné leurs foyers. Une nouvelle vague de réfugiés est arrivée en Iran après que les hostilités ont éclaté entre différentes factions dans le nord de l'Iraq en septembre 1996.



Iran 4258 (Elarg. 6) - "Alimentation de réfugiés afghans en Iran et appui au rapatriement"

Bénéficiaires prévus	522 000	Livraisons totales en 1996	923 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	334 613 dollars
Date de la première approbation	17.11.95		

Le PAM distribue des vivres aux réfugiés afghans et fournit une aide au rapatriement au moyen d'un programme de remplacement des secours par un versement en espèces (avec le HCR). Des vivres sont également distribués pour encourager les jeunes réfugiées à fréquenter l'école.

Kenya 4961 (Elarg. 1 et 2) - "Aide alimentaire aux réfugiés de Somalie, d'Ethiopie et du Soudan"

Bénéficiaires prévus	230 000	Livraisons totales en 1996	31 827 tonnes
Durée actuelle	18 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	14 439 893 dollars
Date de la première approbation	4.6.93		

Les conflits civils et militaires dans les pays voisins, c'est-à-dire en Somalie, en Ethiopie et dans le sud du Soudan, ont, depuis 1991, conduit les habitants de ces pays à chercher asile au Kenya. Une aide alimentaire a été fournie pour appuyer les efforts déployés en vue d'encourager le rapatriement des réfugiés dès que la situation dans leurs pays d'origine s'améliore. La plupart des réfugiés éthiopiens ont été rapatriés, mais la situation en Somalie et dans le sud du Soudan demeure très instable.

Opération régionale du Libéria 4604 (Elarg. 3 et 4) - "Aide alimentaire ciblée en faveur de personnes déplacées à l'intérieur du Libéria et aux réfugiés libériens en Guinée, en Côte d'Ivoire et au Sierra Leone"

Bénéficiaires prévus	2 535 000	Livraisons totales en 1996	123 972 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	62 019 951 dollars
Date de la première approbation	4.6.93		

L'insécurité a persisté dans la région, et les troubles civils se sont parfois intensifiés aussi bien au Libéria qu'en Sierra Leone. Dès que la situation de la sécurité le permet, l'on s'attache à identifier avec plus de précision les bénéficiaires potentiels. Des distributions générales ont été poursuivies pour les personnes déplacées aussi bien au Libéria qu'en Sierra Leone. Au Libéria, les vivres sont équitablement répartis entre Monrovia et les zones accessibles des campagnes. Etant donné qu'ils sont passablement autonomes, les distributions générales de



vivres sont progressivement suspendues pour les réfugiés libériens et sierra léoniens qui se sont bien intégrés en Côte d'Ivoire et en Guinée au profit de programmes d'alimentation axés sur les groupes vulnérables et de programmes vivres-contre-travail. Les associations féminines et les associations de parents d'élèves aident les populations bénéficiaires en fournissant des articles non alimentaires et des services bénévoles, et jouent un rôle clef dans l'organisation des programmes ciblés d'alimentation. Des incitations sont prévues pour encourager les personnes déplacées, y compris les anciens combattants, à se réinstaller dans leurs villages d'origine et à participer aux activités de relèvement de l'infrastructure agricole et rurale. La priorité est accordée à une plus grande intégration des femmes, en qualité aussi bien de bénéficiaires que de gestionnaires de l'aide alimentaire, au moyen d'arrangements ad hoc avec les partenaires associés à l'exécution des programmes, notamment pour surveiller le ciblage des distributions de secours et pour identifier les ménages sans moyens dirigés par des femmes grâce à des opérations de recensement et d'inscription.

Mauritanie 5413 (Elarg. 1 et 2)- "Aide alimentaire aux réfugiés maliens"

Bénéficiaires prévus	38 000	Livraisons totales en 1996	5 690 tonnes
Durée actuelle	11 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	2 707 061 dollars
Date de première approbation	26.1.95		

Les heurts entre les forces du Gouvernement malien et les rebelles touaregs ont poussé nombre de Maliens à chercher refuge en Mauritanie. Tant que l'opération régionale qu'il est proposé d'organiser pour encourager le rapatriement des réfugiés touaregs n'aura pas été mise en route, le PAM continuera de s'employer à nourrir les réfugiés en Mauritanie et à aider les communautés d'accueil. Les autorités locales ont organisé des écoles primaires pour les enfants de réfugiés et ont, dans chaque camp, alloué à ces derniers de petits lopins de terre pour qu'ils puissent y cultiver des potagers. Le gouvernement étudie actuellement la possibilité d'installer et d'intégrer une partie des réfugiés dans d'autres régions du pays. Afin de remettre en état l'environnement dégradé par l'afflux d'un grand nombre de réfugiés et par les pressions que la demande de pâturages et d'eau des communautés d'accueil et des réfugiés exercent sur la terre, le PAM a prévu des activités vivres-contre-travail de reboisement et de construction de petits ouvrages d'infrastructure auxquels doit également participer la population locale.



Mozambique 4164 (Elarg. 4) - "Aide alimentaire aux personnes déplacées victimes de pénuries alimentaires et de la guerre civile au Mozambique"

Bénéficiaires prévus	1 996 100	Livraisons totales en 1996	13 385 tonnes
Durée actuelle	28 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	5 440 183 dollars
Date de la première approbation	28.10.93		

Le PAM, en étroite coordination avec le HCR, fournit une aide alimentaire pour appuyer le rapatriement des réfugiés mozambicains et des personnes déplacées. Le processus de rapatriement et de relèvement a été très ralenti dans les régions où les campagnes ont été semées de mines et où les combats ont été les plus intenses.

Népal 5324 (Elarg. 1) - "Aide alimentaire aux réfugiés du Bhoutan au Népal"

Bénéficiaires prévus	90 000	Livraisons totales en 1996	19 014 tonnes
Durée actuelle	24 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	8 644 260 dollars
Date de la première approbation	17.11.95		

Depuis 1991, les Népalais de souche du Bhoutan ont cherché refuge au Népal, fuyant les conflits ethniques et les troubles civils. En dépit d'une série de pourparlers entre le Gouvernement népalais et le Bhoutan, rien ne permet de prévoir que, dans un avenir proche, les réfugiés rentreront dans leurs pays d'origine. Le PAM fournit une aide alimentaire pour appuyer les activités vivres-contre-travail - d'envergure limitée - de protection de l'environnement et de reboisement dans les régions affectées par la présence de réfugiés. Afin de prévenir les carences en oligo-éléments, les programmes communautaires de santé mettent l'accent sur la nutrition et l'hygiène dans la préparation des aliments.

Pakistan 4256 (Elarg. 6) - "Filet de sécurité et restauration de l'environnement après le passage des réfugiés au Pakistan"

Bénéficiaires prévus	337 386	Livraisons totales en 1996	10 000 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	2 540 000 dollars
Date de la première approbation	17.11.95		

Le PAM a mis sur pied un programme pour ménager un filet de sécurité aux plus vulnérables des réfugiés afghans qui se trouvent encore en Afghanistan. Le PAM appuie, au moyen de programmes vivres-contre-travail, différents programmes de formation orientés vers la création d'activités génératrices de revenus ainsi que les projets des Unités de services de santé de base et les programmes de création de possibilités d'emploi soutenus par la Banque mondiale et le Gouvernement pakistanais.



Sri Lanka 5346 (Elarg. 2) - "Aide aux personnes déplacées à l'intérieur du territoire"

Bénéficiaires prévus	55 000	Livraisons totales en 1996	4 407 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	1 460 918 dollars
Date de la première approbation	17.7.95		

Les troubles civils dans le nord et l'est de Sri Lanka se sont intensifiés en avril 1995, et ils affectent actuellement 10 pour cent de la population nationale. Pour les personnes déplacées qui se trouvent dans les centres d'accueil assistés par le PAM en dehors de la zone des conflits, l'aide alimentaire du Programme est la principale source d'assistance nutritionnelle. Le manque de terres est le plus sérieux obstacle qui limite les possibilités de mener à bien un programme de réinstallation à long terme en dehors du secteur des conflits. Le gouvernement encourage néanmoins la réinstallation des personnes déplacées dans leurs localités d'origine dès que la situation de la sécurité le permet. Chaque famille qui quitte les centres d'accueil reçoit un assortiment de vivres en vue de son rapatriement et peut bénéficier de prêts pour construire un logement et monter une affaire.

Soudan 4168 (Elarg. 3 et 4) - "Aide alimentaire aux réfugiés d'Ethiopie et d'Erythrée"

Bénéficiaires prévus	200 000	Livraisons totales en 1996	27 704 tonnes
Durée actuelle	24 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	10 930 231 dollars
Date de la première approbation	4.6.93		

Le rapatriement dans leurs pays d'origine des réfugiés du Soudan qui se trouvent encore en Ethiopie et en Erythrée a été retardé en raison des incertitudes qui planent sur les perspectives de retour pour certains réfugiés et de la capacité d'absorption limitée de ces pays. Le PAM fournit un filet de sécurité alimentaire aux groupes vulnérables qui en ont besoin pendant les saisons difficiles et des programmes d'alimentation thérapeutique pour les enfants qui souffrent de malnutrition grave. Les activités de développement tendent principalement à réduire l'impact de la présence des réfugiés sur l'environnement au moyen d'activités de reboisement ainsi que de la promotion de combustibles autres que le bois et de cuisinières à meilleur rendement énergétique.



Ouganda 4174 (Elarg. 4) - "Aide alimentaire aux réfugiés soudanais en Ouganda"

Bénéficiaires prévus	230 000	Livraisons totales en 1996	7 355 tonnes
Durée actuelle	18 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	2 787 605 dollars
Date de la première approbation	26.5-94		

Du fait de la persistance de la guerre civile dans le sud du Soudan, les réfugiés n'ont cessé d'affluer dans le nord de l'Ouganda; et le PAM leur fournit une assistance alimentaire en coordination avec le HCR. Le PAM a également obtenu des engagements de contributions sous forme autre que de vivres, notamment d'entrepôts mobiles, de camions et de remorques, de meules et de balances. Plusieurs ONG fournissent les soins de santé de base et les services d'assainissement et de nutrition.

Ouganda 5623 - "Assistance aux réfugiés du Soudan, du Zaïre et du Rwanda en Ouganda"

Bénéficiaires prévus	320 000	Livraisons totales en 1996	24 244 tonnes
Durée actuelle	18 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	9 911 871 dollars
Date de la première approbation	26.5.95		

Les bouleversements politiques et la guerre civile dans leurs pays d'origine ont poussé en Ouganda des réfugiés du Soudan, du Zaïre et du Rwanda. Dans la mesure du possible, le gouvernement a fourni des terres agricoles pour l'installation de ces réfugiés et nombre d'entre eux sont maintenant autonomes et ne reçoivent plus de rations. Toutefois, cette politique risque de ne pas pouvoir être poursuivie si l'afflux de réfugiés continue. A mesure que les efforts d'installation continuent, les rations sont progressivement réduites dès que les réfugiés commencent à produire leurs propres récoltes. L'on étudie également la possibilité d'organiser d'autres programmes vivres-contre-travail de construction de routes, de boisement et d'irrigation. Les réfugiés installés ont été encouragés à créer des coopératives pour permettre au PAM de leur acheter les céréales devant être distribuées dans les camps de transit.



Yémen 5771 - "Aide alimentaire aux réfugiés somalis"

Bénéficiaires prévus	8 000	Livraisons totales en 1996	54 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	60 978 dollars
Date de la première approbation	5.7.96		

La persistance du conflit dans leurs pays a conduit des réfugiés de Somalie à chercher asile au Yémen. Le PAM leur fournit une aide alimentaire de base au moyen de distributions générales de vivres.

Zambie 5428 (Elarg. 1) - "Aide alimentaire aux réfugiés angolais et zairois"

Bénéficiaires prévus	12 500	Livraisons totales en 1996	1 705 tonnes
Durée actuelle	12 mois	Valeur totale des livraisons en 1996	525 815 dollars
Date de la première approbation	10.5.95		

La Zambie a accordé asile aux réfugiés d'Angola et du Zaïre qui ont fui les troubles civils et les conflits ethniques. Le gouvernement a mis à la disposition de toutes les familles de réfugiés deux hectares de terre pour qu'elles puissent se réinstaller. Chaque famille reçoit une aide alimentaire pendant deux campagnes de cultures, après quoi elle est censée devenir autonome et ne peut plus recevoir de rations. Des vivres sont également distribués sur les lieux d'installation pour encourager les réfugiés à suivre une formation à l'élevage, à la menuiserie et à la poterie ainsi qu'à fréquenter les centres de santé.



ANNEXE I











ANNEXE II









ANNEXE III**LIVRAISONS DU PAM POUR DES OPÉRATIONS
D'URGENCE
ET DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS,
1996**

**Programme
alimentaire
mondial**

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Livraisons en tonnes 1996

80 000 ou plus
20 000 à 80 000
10 000 à 20 000
0 à 10 000



